



Rapport annuel 2021 de l'IICA

Mars 2022

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), 2022















Le rapport annuel 2021 de l'[IICA](#) se trouve sous licence [Creative Commons Attribution-CompartirIguale 3.0 IGO](#).

Disponible en format PDF sur www.ica.int.

ISBN 978-92-9248-978-6

L'Institut encourage une utilisation légitime de ce document qui ne doit être cité qu'à bon escient, le cas échéant.

Table des matières

MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL	V
NOTE DE SYNTHÈSE	IX
CONCERNANT L'IICA	1
PRINCIPAUX RESULTATS DE 2021.....	3
 BIOECONOMIE ET DEVELOPPEMENT PRODUCTIF	3
 DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE ET AGRICULTURE FAMILIALE.....	6
 COMMERCE INTERNATIONAL ET INTEGRATION REGIONALE	13
 CHANGEMENT CLIMATIQUE, RESSOURCES NATURELLE ET GESTION DES RISQUES DE PRODUCTION	18
 SANTE AGRICOLE ET SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	21
 INNOVATION ET TECHNOLOGIE	28
 GENRE ET JEUNESSE	33
 GESTION DU SAVOIR	34
 RELATIONS INSTITUTIONNELLES ET GESTION DES PROJETS	35
GOUVERNANCE ET REUNIONS OFFICIELLES	38
 CONSEIL INTERAMERICAIN DE L'AGRICULTURE.....	38
 COMITE EXECUTIF	40
 REUNIONS OFFICIELLES TENUES EN 2021	41
PRINCIPAUX RESULTATS DE LA GESTION INSTITUTIONNELLE	42
ANNEXES.....	48
INITIATIVES DE PREINVESTISSEMENTS EN 2021.....	48
NOUVEAUX PARTENAIRES ET ALLIES DE L'IICA DANS LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL 2021.....	49
PRINCIPAUX PRODUITS DU SAVOIR DE L'IICA.....	50
ACRONYMES	51

Message du Directeur général

Au cours de ces dernières années, le monde a affronté une crise qui a mis en lumière la vulnérabilité des sociétés et de nombreux secteurs dans les domaines économique, sanitaire et environnemental. Cette situation s'est encore aggravée devant le fantôme de la guerre et de la crise humanitaire qui frappe l'Europe depuis le début de l'année 2022.

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) est né il y a 80 ans comme un phare dont la lumière a illuminé la voie vers la paix, le développement agricole et qui, depuis les Amériques, a prouvé que les territoires peuvent être un pilier fondamental pour la sécurité alimentaire mondiale, à partir d'un secteur qui est le moyen de subsistance de millions de personnes, agriculteurs et protagonistes d'une vie rurale vibrante.

La résilience du secteur agricole et de ses acteurs n'est plus à démontrer depuis l'arrivée de la pandémie de COVID-19. La production d'aliments s'est poursuivie au maximum et les producteurs ont continué d'approvisionner les marchés sans relâche, malgré l'augmentation de la pauvreté et de la précarité, qui ont affecté la sécurité alimentaire de millions de personnes.

Devant la crise, le secteur agricole, les systèmes agroalimentaires et les territoires ruraux des Amériques ont réussi à se positionner comme des biens stratégiques et comme le point de départ de la reprise des économies et de l'augmentation de valeur dans les chaînes de production à l'échelon mondial.

Dans ce contexte, l'IICA a œuvré avec les pays pour une agriculture fondée sur le savoir, avec un visage humain et en harmonie avec l'environnement. Puisque l'Institut se doit de se moderniser en permanence, avec eux nous sommes adaptés afin de consolider nos capacités d'anticipation, de pertinence, de productivité et de solidité financière.

La pandémie, loin de nous éloigner de nos pays membres et de nos partenaires institutionnels, nous a encore rapprochés d'eux, comme une organisation passerelle entre les secteurs public et privé. Nous avons, en outre, renforcé nos capacités en matière numérique, grâce à une utilisation très large des outils virtuels et à la collaboration en réseau, ce qui a accru la productivité du travail.

Des preuves des résultats et des retombées de la coopération technique de l'IICA peuvent être trouvées à tous les échelons : national, régional et continental. Parmi ces résultats, soulignons le consensus atteint par les pays du continent américain sur les 16 messages clés élaborés par l'Institut sur le rôle stratégique de l'agriculture. À la Vingt-et-unième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil), les États membres de l'IICA ont décidé que le titulaire de cet organisme, principal organe de direction de l'Institut, et son directeur général transmettraient ces messages, en tant que représentants des pays des Amériques, au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021.

Les pays ont également demandé que figure, dans le Plan à Moyen Terme (PMT) pour la période 2022-2026 qui est la feuille de route de l'IICA, une vision stratégique et constructive sur la transformation des systèmes agroalimentaires des Amériques, qui puisse renforcer la participation de l'agriculture continentale à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, sur la base de la reconnaissance du rôle primordial que jouent les agriculteurs dans ce cadre, de la création de solutions pour le changement, susceptibles de répondre aux priorités des pays, et de la création de partenariats et de coalitions avec tous les secteurs de production.

Pour ce qui est des actions menées par l'Institut dans le domaine du soutien multirégional, mentionnons la coordination des efforts de lutte contre les ravageurs et les maladies qui affectent l'agro et l'économie en général, comme la peste porcine africaine et le *Fusarium Race 4 Tropical*, et les efforts d'internationalisation de la protection de l'environnement grâce à un meilleur usage de la terre, ainsi que la prise en charge de plusieurs phénomènes naturels survenus dans nos pays membres.

En outre, à l'échelon national avec nos pays membres, des résultats nombreux et pertinents ont été obtenus en matière d'inclusion numérique, de santé agricole, de recherche, de commerce, de changements climatiques, de coopérativisme, d'agriculture familiale, de bioéconomie, de genre et de jeunesse, entre autres domaines.

La gestion de l'IICA s'est tenue aux principes de transparence, bonnes pratiques administratives et responsabilisation, dans une approche visant à obtenir des résultats ainsi que la mise en œuvre de processus dans toutes les activités de l'organisation, qui se consolide jour après jour afin de relever les défis de plus en plus efficacement, avec les pays et plus de 200 partenaires à l'échelon mondial.

Autre point fort que je me dois de signaler : l'Institut est parvenu à s'inscrire au Fonds vert pour le climat (FVC), ce qui lui ouvre de nouvelles possibilités de coopération.

J'ai le privilège de continuer à servir les Amériques, en ma qualité de directeur général de l'Institut pour la période 2022-2026. J'ai ainsi renouvelé mon engagement à consolider l'offre de coopération technique innovante d'excellence, ainsi qu'à entretenir un IICA proche des gouvernements de chacun de ses États membres, du secteur privé, de la société civile organisée et du secteur académique.

Je me suis engagé à construire un Institut ouvert, moderne, souple et efficace. J'espère, en outre, que nous serons très prochainement la première agence internationale neutre en carbone, sise au Costa Rica. Nous allons ouvrir, sur la base des ciments de l'"IICA aux portes ouvertes", et aux solutions concrètes, le Centre de l'interprétation de l'agriculture de l'avenir (CIMAG), le musée virtuel AGRO-ART, le laboratoire de l'innovation (Fab-Lab) et la Place de l'agriculture en cours de construction, apportant ainsi de nouvelles opportunités de continuer à réunir des idées, en intégrant les thèmes et en forgeant des solutions, afin de consolider les systèmes agroalimentaires et de concevoir des politiques publiques de nouvelle génération pour le développement agricole et rural, comme des

axes stratégiques nécessaires à l'amélioration des conditions favorables à la production, à l'emploi, au bien-être et à la paix.

Je m'engage à nouveau dans notre mission qui est d'offrir des services de coopération technique d'excellence, avec tous les protagonistes d'une nouvelle ère qui souhaitent léguer un avenir meilleur à nos enfants. Nous œuvrons à consolider l'IICA comme une grande institution de coopération technique pour les systèmes agroalimentaires qui a les yeux tournés vers le monde.

Aujourd'hui, comme jamais, le monde réclame l'union. La pandémie a mis la science en lumière et montré la résilience de nos systèmes agroalimentaires et l'importance de la santé publique, de la créativité et de l'innovation de milliers de personnes dynamiques, de la capacité de transformation des êtres humains et de la valeur de la solidarité. La pandémie a prouvé qu'il est important de revoir les styles de vie et de laisser respirer la nature.

Comme le disait Jean Monnet: "Rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions".

Manuel Otero
Directeur général

Note de synthèse

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a consolidé l'approche consistant à "écouter, proposer et agir" qui, en dépit des restrictions de mobilité imposées par la pandémie de COVID-19 et du recours à l'utilisation accélérée aux outils virtuels, l'a d'autant rapproché des pays, avec lesquels un programme a été élaboré de 293 initiatives pragmatiques et innovantes de coopération en matière de bioéconomie, de santé, d'agriculture familiale, de changements climatiques, de commerce, d'innovation, de genre et de jeunesse. En outre, dans le cadre du portefeuille de projets financés par des ressources extérieures en partenariat avec 237 partenaires nationaux et internationaux, un montant de 151 millions de dollars américains a été exécuté pour le bien des 34 États membres de l'IICA.

L'Institut a conservé une relation étroite avec ses pays membres et institutions partenaires, grâce à un très grand nombre de réunions virtuelles au cours desquelles des ministres de l'Agriculture et des représentants de la société civile et des institutions des secteurs public et privé ont pu dialoguer sur des questions prioritaires pour les principaux acteurs des systèmes alimentaires. Sous le leadership du Conseil consultatif sur la sécurité alimentaire, créé par l'IICA avant la crise sanitaire de la pandémie de COVID-19, plus de 30 réunions, forums et dialogues indépendants ont été organisés avec la participation de représentants des gouvernements, des agriculteurs, des universités et de l'agro-industrie des Amériques.

Ces espaces de dialogue et d'échanges ont permis à l'Institut de faire partie du Réseau multiacteur des champions du Sommet mondial sur les systèmes alimentaires, ce qui lui a donné toute légitimité pour convoquer à une série de dialogues techniques continentaux, régionaux et nationaux, grâce auxquels les pays des Amériques ont atteint un consensus autour des 16 messages sur l'importance stratégique de l'agriculture. Pendant la Vingt-et-unième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil), les États membres de l'IICA ont exprimé leur soutien inconditionnel à ces messages et ont prié l'Institut d'inclure dans le Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2022-2026, une déclaration stratégique pour la transformation des systèmes alimentaires. À la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) et aux rencontres mondiales sur la biodiversité également, l'importance d'exprimer d'une seule voix les intérêts et les priorités des pays membres de l'Institut a été soulignée.

Les actions de l'IICA visant à articuler ces intérêts et ces priorités, ainsi qu'à positionner l'agriculture au plus haut niveau du programme mondial, ont été complétées par la production de onze documents techniques et de propositions, et par le rapport élaboré en commun avec la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les perspectives de l'agriculture et le développement rural dans les Amériques. Nous avons aussi créé une plateforme de gestion du savoir pour améliorer les actions de coopération, et un campus virtuel qui propose 140 cours, qui ont formé plus de

100 000 personnes, dont 40 % ont reçu un diplôme. Par ailleurs, 150 jeunes ont été les protagonistes des efforts de coopération de l'Institut, par le biais du programme de stages de l'institution.

À l'échelon régional, l'IICA a renouvelé les accords de collaboration avec le Conseil agricole du Sud (CAS) et le Conseil agricole centraméricain (CAC), ainsi que ses plans de coopération avec la Communauté caribéenne (CARICOM) et l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS), qui ont servi de cadre général à plus de 40 rencontres intra et extrarégionales, ainsi qu'à mettre en œuvre de nouvelles actions de coopération pour le bien des pays de ces régions.

Voici un résumé des principaux résultats obtenus dans le cadre du vaste programme mis en œuvre par les unités du siège et des 34 bureaux régionaux dans les pays membres, mentionnés conformément aux cinq programmes institutionnels de coopération technique :

- Le renforcement des capacités a bénéficié à près de 5 000 personnes qui ont reconnu le potentiel de la bioéconomie comme stratégie de développement. L'Institut a participé, en outre, aux rencontres internationales sur ce thème, qui visaient surtout la promotion de politiques publiques et l'élaboration de plans concrets pour différents pays et différentes chaînes de production, ainsi que des guides et catalogues axés sur le renforcement des capacités technologiques, organisationnelles et entrepreneuriales des bioentreprises.
- Pour le bien-être rural des Amériques, priorité a été accordée à une coopération qui permette de comprendre la situation de l'agriculture familiale et de participer au renforcement des institutions, des services de soutien et des capacités des acteurs de ce segment productif. Nous avons également aidé à positionner le coopératisme en tant que stratégie associative, à promouvoir la numérisation de la production agricole familiale comme un facteur stimulant la compétitivité et à susciter la prise de conscience du potentiel du développement territorial pour le bien-être agricole et rural. En réaction à la crise provoquée par la pandémie de COVID-19, nous avons coopéré au soutien des institutions publiques afin de promouvoir un nouveau rendement de l'agriculture familiale et le bien-être des territoires ruraux.
- L'IICA a axé ses efforts sur l'amélioration de la participation des produits alimentaires aux marchés internationaux, comme moyen de relancer les économies pendant l'après-Covid, de prouver politiquement et techniquement la valeur du commerce, en se fondant sur les normes et sur l'importance du commerce intrarégional, sur l'organisation de cycles de négociations et sur le renforcement des capacités commerciales des PME et des chaînes agricoles¹. Un vaste programme de travail a été soutenu avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) autour des questions liées aux différents comités de cette organisation et à l'échange de connaissances, ainsi qu'avec l'Organisation de l'information sur les marchés des

¹ Huile d'olive, tabac, canne à sucre, cacao, café, miel, produits laitiers, riz, produits de l'élevage et légumes frais.

Amériques (OIMA) sur l'analyse des prix et des systèmes d'information des marchés agricoles.

- L'Institut a favorisé le positionnement clair de l'agriculture des Amériques dans les principales réunions mondiales liées au climat, grâce au renforcement des capacités et des connaissances des leaders et des autorités politiques sur l'état du climat mondial et sur les liens entre climat et agriculture. Après l'inscription de l'IICA au Fonds vert pour le climat (FVC) et après de nombreux efforts, des propositions ont été mises au point rapidement, à soumettre aux pays et aux éventuels bailleurs de fonds en matière de résilience agricole, de gestion durable des sols, de gestion des ressources hydriques et de production d'aliments intelligents face au climat. Autres succès pertinents : la mise en œuvre de l'initiative "Sols vivants des Amériques", qui sera le lien entre la science et la gestion publique afin de restaurer et protéger les sols de la région. Notons aussi les actions de réaction rapide coordonnées avec les différents États membres pour aider les pays affectés par des phénomènes naturels, comme la mise en œuvre de programmes de reconstruction ou de réhabilitation productive.
- En matière de santé agricole, plus de 5 000 personnes ont été formées sur les questions suivantes : la Loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments (FSMA) des États-Unis, les maladies transfrontières, la peste porcine africaine, le *Fusarium*, le *huanglongbing*, la rouille, les pesticides, l'utilisation des termes du lait, l'étiquetage des aliments et le leadership, entre autres. Tout ceci a été complété par des efforts visant à favoriser la modernisation des services de santé végétale, de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments. Et pour ce qui est de l'urgence sanitaire due à la COVID-19, des formations ont été offertes sur les mesures de prévention dans le secteur agricole. Des initiatives ont été prises pour parvenir à une meilleure coordination face au Comité sur les Mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) de l'OMC, à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), notamment en ce qui concerne les chapitres du Code sanitaire pour les animaux terrestres, et au *Codex Alimentarius*. En outre, l'Institut pénètre le thème innovant de l'intelligence phytosanitaire prospective (IFP), au bénéfice de sept pays ; il a contribué à la création d'une plateforme d'information sur la sécurité sanitaire des aliments pour la Caraïbe, et il a progressé dans la mise en œuvre de l'approche "Une seule santé", au sujet de laquelle il a mis l'accent sur la nécessité de disposer d'applications pour l'adaptation aux priorités des pays et des régions.
- Un travail transversal entre ces programmes a permis à l'IICA de participer aux questions concernant l'innovation en agriculture, essentielle pour la numérisation, la compétitivité, l'équité et la durabilité. Différents mécanismes régionaux auxquels l'Institut participe, comme les programmes coopératifs de recherche agricole et de développement technologique (PROCI), les commissions, les forums et les fonds de technologie agricole, ont continué leurs activités en tant qu'espaces essentiels d'offre de coopération technique.
- Enfin, en matière de genre et jeunesse, le Premier forum des ministres et vice-ministres femmes de l'Agriculture des Amériques a été créé ainsi que des plateformes et réseaux de femmes, qui tous contribueront aux échanges de

connaissances, à la formulation de politiques publiques et à la mise en marche de solutions susceptibles de mettre en lumière le rôle protagonique des femmes dans les systèmes alimentaires. En outre, l'initiative de l'“IICA aux portes ouvertes” a permis de continuer à favoriser la participation des nouvelles générations à ce qu'on appelle “l'agriculture 4.0”, motif de l'organisation d'*hackathons* et autres manifestations.

- L'initiative de l'“IICA aux portes ouvertes”, a permis à l'Institut de projeter une image d'organisation moderne, promotrice de l'innovation, grâce au Centre d'interprétation de l'agriculture de l'avenir (CIMAG) élargi depuis son inauguration lors de la Vingt-et-unième réunion ordinaire du Conseil, grâce au laboratoire de fabrication numérique (Fab-lab) et au démarrage de la construction de la nouvelle Place de l'agriculture des Amériques, grâce à laquelle il sera possible d'approfondir l'intégration de cette organisation internationale dans les communautés voisines de San José, dès lors que la place aura été inaugurée dans le cadre des célébrations prévues pour le 80^{ème} anniversaire de l'IICA.
- L'Institut est entré au Comité consultatif de communication publique, avec lequel il a été en mesure d'accompagner et de consolider l'intense programme de communication sur les résultats obtenus grâce aux efforts de l'institution et qui ont été reproduits dans la presse et les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, LinkedIn, Instagram et YouTube. Le nombre de mentions de l'IICA dans les médias a triplé et le nombre de lecteurs des contenus produits par l'Institut est passé d'un million à 11 millions. Plus de 300 publications techniques sont disponibles sur www.iica.int et sur le répertoire institutionnel, qui réunissent un total de 2,5 millions d'utilisateurs par an.
- Le réseau des partenariats stratégiques, qui a grandi régulièrement, compte 237 partenaires. L'IICA a des accords avec 124 institutions publiques dans 34 pays, 15 accords avec des institutions financières et des plans de travail avec 16 organisations du secteur privé et 16 centres du savoir. Soulignons le travail commun avec le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE), le Fonds régional de technologie agricole (FONTAGRO), la Banque interaméricaine de développement (BID), les Nations Unies, le FVC, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'organisme international régional de la santé agricole (OIRSA), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), PepsiCo, Bayer, Microsoft, Lego Co, Visión Mundial et Itaipú, entre autres centres internationaux de recherche, institutions universitaires, agences de la banque multilatérale, organisations non gouvernementales, instances publiques et entreprises du secteur privé.
- L'Institut a également reçu la contribution de nombreux pays, comme l'Australie, l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Nouvelle Zélande et la Corée, ainsi que l'Union Européenne, qui ont participé aux efforts déployés par les 34 États membres de l'IICA pour construire une agriculture innovante, numérique, résiliente et humaniste.
- Enfin, l'approche des processus appliqués dans le domaine administratif a amélioré l'efficacité, l'alignement institutionnel, la coordination et le travail collaboratif. En outre, un nouveau modèle robuste d'affaires, avec des orientations claires quant à

la valeur ajoutée offerte par l'Institut, a été élaboré et mis en œuvre ; 16 bureaux ont été restructurés ; un réagencement budgétaire a été mis au point, axé sur les demandes des pays ; l'utilisation des ressources a été améliorée (de 41 à 34 millions d'USD) et le temps nécessaire pour l'approbation des projets financés par des ressources extérieures a été diminué de 80 %. Les opérations ont été automatisées, les normes mises à jour ; un programme de télétravail a été mis en œuvre ; la mobilisation et l'exécution de ressources extérieures ont été accélérées ; une autoévaluation des fonctionnaires a été réalisée ; un programme de gestion des risques a été mis en œuvre ; un exercice de reconnaissance du rendement de tout le personnel et les capacités critiques ont été renforcées pour offrir de meilleurs services. L'IICA a été en mesure de conserver des états financiers "propres" et d'augmenter de 30 % le flux de trésorerie au début de 2022.

Concernant l'IICA

Avec près de huit décennies d'expérience, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) définit la coopération technique comme l'ensemble des actions visant à apporter des solutions innovantes pour relever les principaux défis du développement rural et agricole des Amériques.

Ces actions se déroulent grâce à un vaste réseau de bureaux, un dans chaque pays membre et tous coordonnés avec le siège du Costa Rica. Les Amériques sont le théâtre dans lequel toutes les capacités techniques de plus de 300 professionnels de l'Institut se traduisent en collaboration avec des partenaires stratégiques mondiaux. Cette équipe est dirigée par le Dr Manuel Otero, citoyen argentin, qui a été réélu directeur général de l'IICA pour la période 2022-2026.

Nous aspirons à
*“Être une **institution moderne et efficace** fondée sur **une plateforme de ressources humaines et des processus susceptibles de mobiliser le savoir** disponible dans la région et dans le monde, afin de parvenir à une agriculture compétitive, inclusive et durable, à même de tirer parti des opportunités, afin de contribuer à la croissance économique et au développement, et de promouvoir un plus grand bien-être des communautés rurales et une gestion durable de son capital naturel”.*

Nos services sont axés sur les domaines suivants :

- Bioéconomie et développement productif.
- Développement du territoire et agriculture familiale.
- Commerce et intégration régionale.
- Changement climatique et ressources naturelles.
- Santé agricole, sécurité sanitaire et qualité des aliments.
- Genre et jeunesse.
- Innovation.

Mission institutionnelle
“Stimuler, promouvoir et soutenir les efforts des États membres pour le développement agricole et le bien-être de des communautés rurales, au moyen de la coopération technique internationale d'excellence”.

L'impact de nos efforts est mis en lumière par le renforcement des capacités institutionnelles, plus d'échanges de connaissances entre tous les acteurs clés de l'agriculture, la conception des politiques publiques modernes et de leurs instruments, la gestion efficace des projets techniques et l'articulation d'un programme solide international d'intérêt pour les États membres, face aux objectifs de développement durable et aux défis d'un système agroalimentaire pérenne et résilient.

Avec nos plus de 200 partenaires nationaux et internationaux, l'IICA est aujourd'hui une organisation moderne et orientée vers les résultats, qui encourage l'écoute permanente, le dialogue constructif et l'action collaborative afin de maximiser le potentiel de l'agriculture américaine et le bien-être rural de ses habitants.

Principaux résultats de 2021

Sur la base des propositions du Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2018-2022, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a mis en œuvre un programme dynamique dans le cadre de ses cinq programmes d'action continentale² et des deux axes transversaux qui ont permis d'atteindre des résultats supérieurs à 90 % des prévisions dans le cadre des actions de coopération technique.

Une étape importante a été la construction du [consensus américain résumé en 16 messages](#) qui exprime la perspective de l'agriculture sur le continent, telle que présentée au Premier sommet mondial sur les systèmes alimentaires. Cet effort continental dirigé par l'IICA en sa qualité de membre du Réseau des champions de ce sommet organisé par les Nations Unies, et qui a reçu le soutien total du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil), dont la décision a été que l'Institut poursuive ses efforts de développement des systèmes alimentaires des Amériques.

Comme en 2020, notre programme de coopération grandissante de 2021 s'est déroulé dans un contexte caractérisé par la pandémie de la maladie due au coronavirus 2019 (COVID-19). C'est ce qui a poussé l'IICA à mener des actions visant à pallier les effets de la crise provoquée par la maladie et à favoriser la relance, ce qui a demandé de renforcer les capacités pour l'utilisation de technologies numériques dans la prestation de services et produits offerts par l'Institut à ses États membres, ainsi que dans les processus productifs et commerciaux du secteur agricole.

Avec les États membres et les partenaires de l'Institut, 293 actions de coopération technique ont été mises en œuvre dans les domaines national, régional et continental, impliquant des investissements de plus de 151 millions de dollars américains dans le développement agricole et dans le bien-être rural des Amériques.

Voici l'information sur les résultats les plus importants obtenus par l'IICA dans le cadre de ses programmes, de ses axes transversaux et autres unités :

Bioéconomie et développement productif

L'Institut a promu la mise en œuvre de stratégies visant à développer la bioéconomie et à mettre en évidence l'importance de ses liens avec les systèmes alimentaires, ce qui a aidé à positionner l'Amérique Latine et les Caraïbes (ALC) comme une région protagoniste en matière d'offre d'aliments de qualité et ayant les capacités requises pour tirer parti du potentiel de la bioéconomie.

² Les directions des programmes techniques ont réussi à en mettre au point 118, ainsi qu'à en exécuter techniquement et financièrement plus de 90%. Cela permettra à l'IICA de répondre aux besoins de ses 34 pays membres et des cinq régions dans lesquelles ils sont regroupés.

Plus de 4 700 personnes des Amériques ont reconnu le potentiel qu'offre la bioéconomie comme stratégie de développement de la région et des pays, grâce à leur participation à 27 manifestations (séminaires, ateliers, dialogues, foires virtuelles et concours) organisés par l'IICA ou grâce à l'accès en temps opportun à une information présentée par 18 articles publiés dans des revues, des blogs, des *papers* et bulletins de presse.

En outre, les décideurs de l'agriculture des Amériques connaissent maintenant mieux le potentiel de la bioéconomie en tant que stratégie de développement, car l'IICA a contribué à la positionner dans les espaces politiques les plus élevés de la région, comme la Réunion des ministres de l'Agriculture des Amériques, le Sommet sur les systèmes alimentaires, la Conférence internationale sur la bioéconomie appliquée (ICABR), le Symposium "Du Sud au monde" et les Chaires de l'Unesco, entre autres.

El Salvador, le Guatemala, l'Équateur et le Paraguay ont progressé dans la construction de stratégies, de politiques et de normes destinées à la promotion et à la réglementation de la bioéconomie et de ses chemins (en particulier la biotechnologie et la bioénergie), grâce au soutien de l'Institut pour l'élaboration de méthodologies, de feuilles de route et de propositions de lignes directrices.

Capacités améliorées de production de compost dans les Caraïbes

À la Barbade, en Dominique, à la Grenade, au Surinam et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la formation des formateurs et l'échange d'expériences en matière de compost ont été favorisés. Avec le Conseil du compostage du Canada et la Communauté caribéenne (CARICOM), nous avons œuvré à l'élaboration de normes de qualité ; des formations ont été organisées et des plans d'affaires du compost caribéen ont été mis au point.

L'Institut a offert une coopération technique à l'Uruguay pour soutenir la Stratégie nationale de bioéconomie circulaire à partir du Compte satellite (CS)³ suggéré par les Nations Unies pour incorporation dans les comptes nationaux.

La conception, par les instances publiques et privées, de la bioéconomie comme une stratégie de développement a été un thème prioritaire en Argentine où le travail a surtout porté sur les intrants organiques et les biocarburants.

À la Grenade, les modèles bioéconomiques ont été promus pour la gestion des déchets, ce qui a permis d'élargir la commercialisation des produits agricoles, de faciliter les investissements du secteur privé et d'augmenter la création de ressources.

Plus de 1 138 autorités et techniciens d'institutions publiques agricoles, de producteurs, d'agroindustriels, d'universitaires, d'étudiants et d'autres acteurs

³ Appliquer le Compte satellite implique de visibiliser l'impact économique de la bioéconomie sur les activités productives du pays, en encourageant une transformation vers des produits de base organiques, susceptibles d'utiliser des déchets industriels, agricoles et de l'élevage et de rendre les processus plus efficaces.

appartenant aux 34 pays des Amériques ont accru leurs connaissances en matière de bioéconomie, de biotechnologie, de biosécurité, de bioénergies et bioentrepreneuriat, grâce à leur participation à des licences, des diplômes, des cours, des séminaires et des ateliers organisés par l'Institut avec d'autres partenaires. L'IICA possède 12 programmes de formation disponibles sur sa plateforme d'*e-learning* et sur celles de ses partenaires, comme l'Université de Buenos Aires, l'Institut d'études supérieures Rosario Castellanos de Mexico, le Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café (PROCAGICA) et le Projet de gestion du savoir pour l'adaptation de l'agriculture familiale aux changements climatiques (INNOVA-AF), entre autres.

Avec des ressources fournies par le gouvernement de Nouvelle-Zélande, a été créée, à Culpina, commune de Bolivie, une usine communale d'intrants organiques qui bénéficie à 60 petits cultivateurs de pommes. Au Pérou, les connaissances des acteurs publics et privés ont été approfondies sur cette question, grâce à une formation en économie circulaire⁴, à l'élaboration de plans pour la chaîne du cacao⁵ et à l'organisation de dialogues sur les défis de l'innovation dans les chaînes d'agrumes, d'avocats et de cacao avec l'entreprise PROJECT-A MAS S.A.C.

Avec le Fonds d'accès durable aux énergies renouvelables et aux technologies efficaces (FASERTe), financé par ENDEV Global et exécuté par la GIZ, une formation a été donnée sur l'utilisation de près de 800 technologies rentables énergiquement aux fins de production de 98 communes boliviennes, y compris sur les pompes d'arrosage, les clôtures électriques et les lampadaires solaires.

Biotechnologie et biosécurité

L'IICA a mis en œuvre des cadres réglementaires en matière de biotechnologie et biosécurité au Guatemala et au Honduras, sur la base desquels se prennent les décisions techniques sur l'introduction de produits de biotechnologie moderne et sur l'utilisation de la biologie de précision dans des territoires choisis.

L'Institut a réalisé un accompagnement institutionnel en matière de génétique, au moyen de cours de formation et de l'organisation et de la co-organisation d'activités de communication virtuelle et présentielle, ce qui a ouvert des horizons sur l'utilisation de la biotechnologie dans plusieurs pays membres, comme en Équateur, où le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a favorisé l'utilisation de biotechnologies modernes pour le développement de l'agriculture.

Par ailleurs, l'IICA a collaboré à la construction de plateformes virtuelles de bioentrepreneuriat, de guides, de méthodologies et de catalogues de technologies, ce

⁴ Dans le cadre du projet "Développement économique durable et promotion des PME à l'échelon sous-national", mis en oeuvre par le secrétariat à la Décentralisation de la présidence du Conseil des ministres (SD-PCM), avec l'aide de l'Union Européenne, la Société allemande de coopération internationale (GIZ) et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID).

⁵ En coordination avec le ministère du Développement agricole et de l'Irrigation (MIDAGRI) et le projet "Paysages productifs durables dans l'Amazonie péruvienne", dirigé par le ministère de l'Environnement (MINAN) et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

qui a permis que plus de 2 080 acteurs de huit chaînes agricoles de l'ALC (café, légumes frais, tubercules, fruits, etc.) disposent d'une meilleure information sur leurs opportunités d'utiliser la bioéconomie avec de meilleures capacités technologiques, organisationnelles et entrepreneuriales pour construire des bioentreprises compétitives, durables et inclusives. Tout le matériel est disponible sur <https://bio-emprender.iica.int/>.

Les acteurs de l'agriculture et des territoires ruraux disposent de [53 nouveaux biens publics](#) (documents, plateformes, guides, méthodologies, outils, catalogues, etc.) qui leur fournissent une information à jour sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés d'autres territoires, pays et régions en matière de formation de capacités, de renforcement des politiques pour la bioéconomie et de promotion des bioentreprises. En outre, les producteurs, les agents de divulgation et les chercheurs agricoles de l'ALC disposent d'information sur les technologies pour innover dans différentes chaînes de production sur la base de la bioéconomie, disponible sur un [catalogue dynamique avec 254 technologies pour la bioéconomie](#) avec une interface bilingue.

Il y a lieu, enfin, de mentionner que ses actions en matière de sensibilisation, de formation de capacités, de promotion de politiques et d'encouragement aux investissements et aux projets de bioéconomie ont permis à l'Institut de se positionner en tant qu'organisme de coopération technique au plus fort leadership, pour encourager l'utilisation de la bioéconomie en ALC. C'est grâce à cela que l'IICA a été invité comme partenaire à plus de 22 réunions internationales de haut niveau sur la question, et a participé à deux nouvelles coalitions régionales : la Coalition de l'économie circulaire d'Amérique Latine et des Caraïbes et le RedSIAL Americana. L'Institut est, en outre, toujours partenaire du Sommet mondial de bioéconomie et membre actif du Forum international de bioéconomie.

Développement du territoire et agriculture familiale

Comme on l'a déjà dit, une série de dialogues a eu lieu en préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 et 16 messages ont été rédigés, dans le but de promouvoir la réflexion et la participation des acteurs de tous les secteurs pour identifier des actions visant à transformer et consolider les systèmes alimentaires du monde.

Dans ce contexte, l'IICA et les Coopératives des Amériques (COOP), ont organisé le dialogue continental "Les entreprises coopératives et leur contribution aux systèmes alimentaires des Amériques". Cette réunion, virtuelle sur invitation, a réuni 85 membres de coopératives, gouvernements, organisations non gouvernementales ainsi que d'autres secteurs. On y a réfléchi autour du rôle que peuvent jouer les coopératives pour la transformation des systèmes alimentaires mondiaux et nationaux, ce qui a permis d'élaborer un document qui présente le contexte du système des entreprises coopératives et qui propose des orientations quant à leur rôle dans les systèmes

alimentaires dans le monde et en particulier en ALC. Nous avons en outre, été en mesure de sensibiliser les membres du système coopératif sur leur potentiel et leur rôle stratégique pour créer des changements dans les systèmes alimentaires, en particulier par la mise en pratique du “principe de l’inter coopération”, un des ciments du système coopératif. Des orientations pour les politiques et stratégies ont été identifiées, qui impliquent les coopératives dans la transformation des systèmes alimentaires.

La poursuite des actions menées en 2020 pour comprendre la situation de l’agriculture familiale (AF) dans les Amériques et son rendement dans le contexte de la pandémie de COVID-19, a conduit à réaliser un sondage virtuel continental, dans le but de comparer la situation actuelle de l’AF avec celle du début de la pandémie. Cette enquête s’adressait aux décideurs et aux référents des secteurs publics, de l’entreprise, des groupes et des universités de chaque pays. On a compté environ 100 participants, qui ont contribué à orienter la prise de décisions sur les stratégies de soutien en vue de surmonter les obstacles apparus pendant la pandémie.

La pandémie et l’agriculture

L’IICA a mis au point le plan stratégique du Centre d’innovation pour l’agriculture de la Barbade, dans le cadre du projet “*Institutional support for the enhancement of service delivery to the agricultural sector post-covid 19 in the Caribbean Region*”. À Saint-Vincent-et-les-Grenadines des structures d’agriculture protégée pour la reproduction des semences ont été construites, dans le but d’améliorer les services qu’offre le ministère de l’Agriculture au secteur agricole. Une nouvelle politique agricole a été conçue avec les autorités de la Dominique pour ce pays.

L’Institut a collaboré à la coordination technique de la mise au point du Programme agricole andin, un instrument d’orientation pour les actions et projets destinés à la reprise économique et sociale de l’agriculture face à la crise provoquée par la pandémie. Différentes autorités des pays des Caraïbes, y compris leurs ministres de l’Agriculture, ont participé à plusieurs séminaires virtuels de haut niveau qui ont permis de tracer des stratégies en vue de relever les défis posés par la pandémie de COVID-19. En Argentine, des actions ont été menées en vue de renforcer la sécurité alimentaire et la qualité nutritionnelle, tandis qu’à la Barbade on développait l’innovation agricole.

En partenariat avec le Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud (PROCISUR) et à la demande de la présidence par intérim de l’Argentine de la Réunion spécialisée de l’agriculture familiale du MERCOSUR (REAF), l’IICA a réalisé une analyse de la situation de la production, de l’utilisation, de la protection et du commerce des semences autochtones ou créoles, à partir d’une étude des politiques, des cadres institutionnels et des recherches existantes en Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay et en Uruguay. Les résultats de l’analyse ont été diffusés lors du séminaire “Semences et patrimoine bioculturel : le rôle stratégique de l’agriculture familiale paysanne et autochtone”, une

activité organisée par la REAF, sous la direction du Secrétariat à l'agriculture familiale, paysanne et autochtone du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche d'Argentine, en tant que présidence par intérim de la REAF, et avec le soutien de l'Institut. Environ 150 acteurs des gouvernements nationaux et des organisations de la société civile y ont participé.

Le document "Perspectives de l'agriculture et du développement rural des Amériques : un regard porté sur l'Amérique Latine et les Caraïbes 2021-2022", élaboré en commun entre la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'IICA, inclut un paragraphe sur le coopérativisme comme instrument propice pour faciliter la reprise économique et sociale de l'ALC, et souligne son importance en tant qu'instrument d'officialisation et d'inclusion des petits agriculteurs dans les chaînes de production. Ce paragraphe aide à positionner les entreprises coopératives comme des instruments qui permettent d'aller vers des systèmes alimentaires durables, compétitifs et inclusifs.

En matière de renforcement du caractère institutionnel et des services de soutien à l'AF et aux territoires ruraux, l'Institut a organisé en Colombie trois dialogues pour soutenir le ministère de l'Agriculture et du Développement rural dans la mise en œuvre de la politique publique pour l'agriculture familiale et communautaire (PAFCC). Ces réunions ont permis à des représentants du gouvernement et à la société civile concernés par l'AF de Colombie d'avoir des échanges virtuels avec des représentants du REAF, de la Confédération d'organisations de petits producteurs

Planification stratégique en République Dominicaine et au Costa Rica

Les systèmes de planification sectorielle dominicains dirigés par le ministère de l'Agriculture ont été consolidés, ainsi que leur stratégie pour le développement de la caféiculture pour soutenir l'Institut dominicain du café (INDOCAFÉ). Au Costa Rica, le Plan stratégique 2020-2030 du Conseil national de production (CNP) a été élaboré de façon participative ; et le processus de planification opérationnelle visant les résultats du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG), a été achevé.

du Mercosur élargi (COPROFAM) et du Réseau d'agriculture familiale du Costa Rica, sur les expériences permettant de dégager des orientations et de tirer des enseignements pour la mise en œuvre de politiques publiques pour l'AF. Les dialogues, auxquels ont participé près de 30 personnes, portaient sur l'architecture institutionnelle des politiques publiques pour l'AF et sur les mécanismes prévus pour la participation de l'AF à ces politiques.

Pour consolider les capacités des autorités et des techniciens des institutions publiques et des organisations des pays membres du MERCOSUR en matière de thèmes portant sur la sécurité sanitaire, la qualité de la production et la santé, on a actualisé le Programme régional de renforcement des capacités et des échanges sur la sécurité sanitaire et la qualité de la production de l'agriculture familiale – des territoires sains,

et des réunions de coordination ont eu lieu avec la Banque interaméricaine de développement (BID) pour débattre de la possibilité d'une offre de financement par la banque.

Pour améliorer les capacités de l'AF, deux cours virtuels ont été organisés en partenariat avec la COPROFAM, l'un sur l'associativité et le coopérativisme, auquel ont participé 140 leaders d'organisations, et un autre sur le rôle de chef de file des leaders, auquel ont participé 160 leaders d'Argentine, de Bolivie, du Chili, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay.

Par ailleurs, l'IICA a contribué à la mise en œuvre de la stratégie de la Plateforme des femmes rurales du MERCOSUR. Avec le REAF, l'Institut a collaboré à l'organisation et à la réalisation de deux forums de dialogues et d'échanges entre des femmes rurales organisés, l'un sur les politiques, les pratiques et les expériences des pays du MERCOSUR et un autre sur les femmes rurales auto-entrepreneuses. Nous avons aussi élaboré le projet des femmes rurales du MERCOSUR élargi pour le présenter à des institutions de financement. Le projet Schémas commerciaux et mécanismes de consolidation des entreprises communautaires et des entreprises de l'économie sociale des femmes rurales et autochtones a été élaboré pour être mis en œuvre au Guatemala, au Mexique et au Paraguay.

En coordination avec le Réseau latinoaméricain de services de vulgarisation rurale (RELASER) et avec la participation de la FAO, de la CEPAL, du Fonds international de développement agricole (FIDA) et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement du Brésil (MAPA), nous avons organisé le "Cycle de séminaires sur l'utilisation des technologies numériques pour la prestation de services ATER et la commercialisation de produits de l'agriculture familiale : des expériences d'ALC et d'autres régions du monde". Ces réunions vues plus de 2 800 fois, incluaient quatre séances virtuelles, au cours desquelles sont intervenus 26 spécialistes de plusieurs nationalités, qui ont fait référence aux défis, aux opportunités, aux modèles institutionnels et aux expériences réussies d'assistance technique et de vulgarisation rurale (ATER) numérique dans des fermes et dans des chaînes de production, ainsi qu'aux canaux numériques comme outils de promotion et de vente des produits et des services de l'AF. Cette activité a permis de créer un espace de partage des connaissances, de débat et de production d'intrants servant de base au renforcement des efforts communs entre institutions concernées.

Les investissements du Paraguay dans son agriculture familiale

Deux nouveaux projets ont été mis en œuvre : a) La gestion des capacités des techniciens de vulgarisation et des leaders de comités concernés par le projet d'agriculture durable et de développement rural Saemaul Undong du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG); et b) Installation du Centre régional de commercialisation agricole des organisations de petits et moyens producteurs, financé par des fonds du MAG, par le biais duquel environ 400 000 dollars américains ont été investis au bénéfice des producteurs de l'AF et des techniciens de vulgarisation.

Le “Forum continental pour la réduction de la fracture numérique dans les zones rurales de l’Amérique Latine et des Caraïbes : l’avenir du développement rural avec la technologie numérique” a été organisé pour partager des informations et diffuser les cas et les enseignements tirés en matière d’opportunités et de défis de la numérisation, en vue d’aller vers une agriculture et une ruralité plus inclusives. Cette activité virtuelle organisée en coordination avec l’axe transversal d’innovation et de technologie et avec l’administration des TIC de l’IICA, a été diffusée sur les réseaux sociaux, et plus de 8 000 visites ont été comptées pendant les 4 séances. Vingt-cinq spécialistes ont participé à la réduction de la fracture numérique dans les territoires ruraux des Amériques. Certains des sujets abordés à ce Forum couvraient la situation de la fracture numérique dans l’ALC, les cadres institutionnels et les politiques publiques pour la promotion des technologies numériques, ainsi que diverses expériences d’utilisation des outils TIC dans les zones rurales, et l’accent a été mis sur leur impact sur les habitants des campagnes, notamment les petits agriculteurs, sur les populations autochtones, les jeunes, et les femmes rurales. Il a été ainsi possible d’identifier des éléments d’orientation des projets et des initiatives contribuant à réduire la fracture numérique par la sensibilisation, la diffusion, l’appropriation, la formation, l’utilisation et l’autonomisation des outils numériques dans les zones rurales des pays de l’ALC.

Avec le COOP, l’Institut a organisé le forum virtuel “Application des technologies numériques aux services coopératifs de l’agriculture : une analyse comparative de cinq expériences européennes et latinoaméricaines”, dans le but d’enrichir les connaissances des entreprises coopératives en matière d’application des technologies numériques pour la production et la vente de produits agricoles. Cette réunion a été vue près de 3 000 fois et a réuni des coopératives d’Espagne, d’Amérique du Sud et d’Amérique centrale, ainsi que des spécialistes en technologies numériques des universités de Malaga et de Cordoue en Espagne, qui ont partagé leurs expériences de l’utilisation des technologies numériques dans les processus de production et de commerce et qui ont illustré la pertinence de ces technologies pour améliorer la productivité et la compétitivité de leurs partenaires. Ceci a permis d’accroître les connaissances des participants en matière de technologies numériques, et de favoriser l’exploration d’opportunités de coopération entre coopératives espagnoles et latinoaméricaines.

Avec le COOP on a poursuivi l’élaboration du Programme pour la numérisation des coopératives de l’agriculture familiale, une initiative qui prétend contribuer à la numérisation des petits agriculteurs grâce au renforcement des capacités des entreprises coopératives dont ils font partie. À cet égard, avec le soutien de l’Université de Malaga, en Espagne, la mise au point du Centre de compétences pour la transformation numérique des coopératives a été achevée. C’est la composante principale de cette initiative destinée à faciliter la promotion et le transfert de connaissances et d’expériences sur l’application des technologies numériques entre les coopératives participantes. Ceci est complété par la conception de six projets d’échanges d’expériences entre les coopératives de la Région Sud (Uruguay, Brésil, Paraguay, Argentine et Chili) et de la Région centre (Guatemala, Honduras et Costa Rica)

sur plusieurs thèmes en rapport avec le renforcement des processus administratifs, organisationnels, productifs et commerciaux des coopératives participantes.

L'IICA a soutenu le projet "Réseau d'assistance numérique pour consolider les PME", exécuté par la *Corporación de Fomento de la Producción* (CORFO) du Chili, et le développement d'un modèle de gestion du savoir pour renforcer les compétences des utilisateurs. Cela a permis de faciliter le développement collaboratif d'outils méthodologiques destinés à améliorer les processus d'assistance technique et de vulgarisation rurale, grâce auxquels l'utilisation et l'adoption de technologies numériques ont augmenté dans les processus d'affaires des PME bénéficiaires.

Pour soutenir les réseaux de gestion territoriale du Mexique, de Colombie et du Brésil, le XIIIème Forum de gestion territoriale et le VIème Congrès des réseaux de gestion territoriale "Politiques publiques et styles de développement en Amérique Latine" ont été organisés. Ces deux activités, virtuelles sur 2 semaines, ont été vues par plus de 4 500 personnes sur les réseaux sociaux. Les thèmes débattus étaient : la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'AF, les relations entre les villes et les campagnes et les villes moyennes, la révolution numérique et la gestion du savoir dans le milieu rural, et la gestion des écosystèmes stratégiques. Ces activités font partie d'une série de rencontres périodiques auxquelles participent des universitaires, des fonctionnaires, des leaders de la ruralité et des coopérateurs internationaux, comme des promoteurs du développement des territoires ruraux avec lesquels l'Institut s'est lié depuis plusieurs années afin de contribuer à diffuser et mettre en œuvre cette approche du travail.

Dans la série de documents "Cahiers de travail sur l'inclusion", le vingtième cahier a été achevé : "Apprentissages d'expériences latinoaméricaines en gestion sociale de l'aménagement du territoire : réflexions et implications conceptuelles, méthodologiques et politico-institutionnelles", qui analyse les cas du Brésil, de la Colombie et de l'Amérique Centrale comme base du document, mais qui aborde d'autres processus pertinents comme les cas de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay, de l'Équateur, de la Bolivie et du Mexique. Le document, qui souligne les aspects opérationnels des expériences analysées, est une contribution essentielle pour comprendre les réussites et les limitations des actions menées par nos pays pendant environ 15 ans.

Concernant les partenariats stratégiques de soutien de l'AF, l'Accord-cadre de coopération entre le MERCOSUR et l'IICA a été renouvelé pour établir les bases générales de la coopération technique en vue de promouvoir le développement durable de l'AF et l'augmentation de sa participation à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'économie rurale dans les États membres du MERCOSUR.

Dans le cadre des actions menées avec le COOP, le Réseau des coopératives agricoles des Amériques (REDACCOOP) nous a rejoints, ce qui favorise les liens avec les dirigeants des coopératives agricoles du continent.

Les partenariats avec les universités de Cordoue et Malaga jouent un rôle central dans l'orientation des actions liées aux technologies numériques, ainsi que dans la mise au point et la réalisation de groupes de réflexion et de sensibilisation sur ces technologies.

Partenariat avec le FIDA : Projets INNOVA AF et AGRONUMÉRISATION

Exécuté par l'IICA avec des ressources du FIDA, le Projet de gestion du savoir pour l'adaptation de l'agriculture familiale au changement climatique (INNOVA AF) a mis en œuvre 11 sous-projets pour contribuer à l'adaptation de l'AF au changement climatique par lesquels environ 770 000 dollars américains ont été investis. À ces sous-projets ont participé 2 500 agriculteurs/trices de huit pays, qui ont suivi plus de 40 stages sur la préparation d'intrants biologiques, les systèmes d'irrigation, l'utilisation efficace et la gouvernance de la ressource hydrique, l'analyse de vulnérabilité climatique, les technologies de réutilisation des eaux grises, l'aquaponie, les plateformes de commercialisation, les fonds renouvelables, la création de pépinières forestières communautaires et la conservation des sols. Un cours virtuel autogéré a été mis au point sur l'aménagement du territoire, l'AF et son adaptation au changement climatique. Plus de 30 groupes de petits agriculteurs de la région de Los Cintis à Chuquisaca, en Bolivie, utilisent des nano ordinateurs pour obtenir des informations sur le climat de leurs parcelles, comme une mesure efficace d'adaptation agronomique. En outre, 500 fonctionnaires et techniciens de 42 organisations et institutions de partenariats public-privé de 11 territoires dans les 8 pays couverts par le projet ont consolidé leurs capacités en matière de développement du territoire, d'AF, de pratiques d'adaptation au changement climatique, de bioentrepreneuriat et d'organisation, entre autres thèmes.

Le projet Agronumérisation, exécuté par AGRITERRA et l'IICA et financé par le FIDA, a permis de former plus de 300 producteurs à l'utilisation des TIC pour la culture des pommes, de la pomme de terre, des œillets et des pêches, ainsi que pour l'élevage.

Le partenariat avec la COPROFAM est toujours important pour le renforcement des capacités de l'AF. Les cours virtuels ont continué après les actions des années passées. Ils ont été élaborés en commun pour consolider la base dirigeante de l'AF. Par ailleurs, l'Institut a participé à la mise en œuvre des objectifs du Programme de production pour le bien-être du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (SADER) du Mexique, qui porte sur plus de 2,1 millions de petits producteurs.

L'IICA a offert son soutien à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour l'étude sur la "Gestion de la population migrante travailleuse du secteur du café au Mexique et en Amérique Centrale", qui a mis en évidence l'importance de la population migrante pour le secteur du café de Mésoamérique et identifié les bonnes pratiques pour une gestion appropriée de cette population grâce à la promotion de la compétitivité, de l'équité et de l'inclusion dans les territoires ruraux du café.

Commerce international et intégration régionale

L'Institut a continué d'offrir son soutien aux États membres pour améliorer leur participation aux marchés internationaux des produits agroalimentaires, comme moyen de contribuer à la reprise socioéconomique après la pandémie de COVID-19. Il s'est efforcé de positionner le rôle stratégique du commerce agroalimentaire des Amériques dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

C'est grâce à cela que, dans la construction du consensus qui figure dans le document "[Principaux messages vers le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, depuis la perspective des Amériques](#)", on a pu inclure le message suivant, destiné à mettre l'accent sur l'importance de la promotion d'un commerce fondé sur les normes : "Le commerce international ouvert, transparent et prévisible est essentiel pour un système alimentaire mondial efficace et il doit être régi par les normes multilatérales, afin de promouvoir la libéralisation agricole et de réduire les restrictions tarifaires et non tarifaires. Il est essentiel que le système multilatéral joue un rôle de plus en plus actif pour limiter et réduire les distorsions du commerce et de la production, et veiller à l'adoption et à l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires fondées sur la science".

L'IICA a aussi publié le document "[Le commerce international des produits agroalimentaires de l'Amérique Latine et des Caraïbes et la transformation des systèmes alimentaires : contribution de l'IICA à la CSAA 2021](#)", qui diffuse des informations sur la pertinence du commerce international agroalimentaire de l'ALC et qui offre des recommandations sur la façon de renforcer le multilatéralisme et de tirer parti des meilleures opportunités des accords commerciaux et des processus d'intégration régionale pour la transformation des systèmes alimentaires.

L'Institut a participé, en qualité d'observateur, au Comité de l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui lui a permis de prendre part aux débats liés à la mise en œuvre de mesures qui font obstacle ou facilitent le commerce agricole dans les pays des Amériques et dans d'autres nations partenaires. Nous avons coopéré avec El Salvador au renforcement des capacités des autorités nationales en matière de notification et à l'élaboration d'une feuille de route pour actualiser les notifications encore en souffrance. Nous avons également réalisé une étude qui a permis d'identifier les difficultés à réunir les conditions de notification en matière d'agriculture et proposé des suggestions d'actions susceptibles d'aider les pays membres à améliorer leur performance.

Par le biais du Centre de référence de l'OMC à l'IICA, des informations ont été diffusées sur des questions commerciales sur les réseaux sociaux et nous avons répondu aux consultations techniques des secteurs universitaire, privé et public, relatives aux thèmes spécifiques de politique commerciale.

En préparation à la Douzième conférence ministérielle (CM12), principal organe de décision de l'OMC, et en coopération avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), on a mis au point la publication "[Le chemin vers la CM12 de l'OMC : une perspective de l'Amérique Latine et des Caraïbes](#)", qui analyse et propose des réflexions visant à renforcer la participation des pays de la région aux négociations multilatérales de l'OMC. Trois réunions virtuelles technico-politiques ont été organisées dans le but de diffuser le contenu de cette publication, auxquelles ont assisté plus de 1000 personnes de différents pays.

Si l'on considère que seuls 14 % des exportations agroalimentaires de l'ALC vont à l'intérieur de la région, l'Institut a déployé des efforts qui ont contribué à améliorer le commerce intrarégional. Citons les efforts consentis pour relever les défis des exportateurs en raison de l'hétérogénéité des règlements, et des coûts associés à la nécessité de la recherche d'information, des règlements applicables, des ajustements à apporter aux produits ou aux processus de production et à l'évaluation de la conformité des normes pertinentes, afin de remplir les conditions de tests, d'inspection et de certification pour les marchés d'exportation.

Reconnaissant que la coopération régulatrice peut aider à surmonter les obstacles auxquels se heurtent l'intégration économique et le commerce à cause des incompatibilités des règlements nationaux, l'IICA et l'Association latinoaméricaine d'intégration (ALADI) ont décidé d'œuvrer ensemble sur la question de la convergence des règlements pour les produits alimentaires. La réflexion a eu lieu lors d'une réunion à laquelle ont participé plus de 130 personnes représentant des autorités et des techniciens de pays membres de l'ALADI, ainsi que des représentants du secteur privé. Les échanges ont porté sur l'importance de la convergence des règlements pour le commerce et la sécurité alimentaire à l'échelon régional, et des intrants ont été identifiés pour élaborer une feuille de route susceptible de faciliter la mise en œuvre d'actions efficaces.

Nous avons analysé la situation des accords commerciaux de la région d'Amérique Centrale pour le secteur des produits laitiers avec la Fédération centraméricaine des produits laitiers (FECALAC), et des recommandations ont été proposées pour tirer parti des accords commerciaux en vigueur. Nous avons collaboré avec l'Association latinoaméricaine d'aviculture (ALA) à l'élaboration d'un guide en vue d'obtenir, de systématiser et de diffuser des informations techniques sur le commerce international dans le secteur avicole dont ont besoin les pays associés à l'ALA. Dans la région andine, nous avons travaillé avec la FAO et le Secrétariat général de la Communauté andine (CAN) à la ligne stratégique du commerce et des agroindustries du [Programme agricole andin](#), dont l'objectif est de développer le commerce intra et extrarégional pour contribuer à la compétitivité, à la productivité et à la durabilité du secteur agricole. Plus de 200 techniciens de huit ministères des quatre pays membres de la CAN ont participé à cette initiative.

Avec des partenaires clés, l'Institut a mis en œuvre des processus visant à renforcer les capacités en matière de politique commerciale agricole des ministères de l'Agriculture

et du Commerce. Le cours “Cours régional de politique commerciale en ligne pour les pays membres de l’OMC de l’Amérique Latine” a été mis au point, et 23 personnes de dix pays l’ont suivi. De même, avec l’ALADI et l’OMC, le “Cours virtuel bref de politique commerciale pour les pays membres de l’ALADI”, a réuni 26 personnes de 13 pays. Avec la FAO, le Secrétariat à l’intégration économique centraméricaine (SIECA) et le Secrétariat du Conseil agricole centraméricain (SECAC), un cours de “Politique commerciale orienté vers le secteur agricole du SICA”, a été suivi par 46 spécialistes, de même que deux cours virtuels autogérés auxquels ont participé 186 personnes de la région.

En tant que coordinateur du Groupe thématique de développement des entreprises de la Communauté caribéenne (CARICOM), l’IICA a consolidé les relations avec l’Association de gestion portuaire des Caraïbes, afin d’aborder les questions liées au transport de produits agricoles, et coordonné l’organisation d’une réunion de fournisseurs et utilisateurs des transports maritimes pour voir comment améliorer le commerce intrarégional. Nous avons aussi élaboré un document de plaidoyer pour plus d’investissements dans les infrastructures et équipements portuaires, ainsi que pour la réduction des tarifs portuaires, comme moyen d’améliorer le transport et le commerce.

L’Institut a, en outre, coordonné des actions avec l’Organisation d’information sur les marchés des Amériques (OIMA), pour consolider les capacités des systèmes d’information sur les marchés agricoles de la région, et une conférence a été organisée sous la direction de *Caribbean Export / Caribbean Association of Investment Promotion Agencies*, sur les investissements en technologie agricole.

Comme Secrétariat technique de l’OIMA, l’IICA a contribué à la mise en œuvre d’actions clés pour cette organisation, qui ont permis de développer les échanges d’informations fiables et la transparence des marchés agricoles des Amériques. Avec le soutien financier du Service de commercialisation agricole (AMS) et du Service agricole extérieur (FAS) du ministère de l’Agriculture des États-Unis (USDA), l’Institut a renforcé les capacités de 77 personnes concernées par les systèmes d’information sur les marchés agricoles (SIMA) du Pérou, de République Dominicaine et des Caraïbes. Par ailleurs, il a organisé un programme mensuel de présentations techniques visant à encourager l’échange d’expériences, l’utilisation des bonnes pratiques et la collaboration entre ses pays membres sur les thèmes en rapport avec l’information sur les marchés, auquel ont assisté 448 personnes. Un autre succès a été la mise au point de deux cours virtuels sur le Campus IICA : “Introduction à l’analyse des prix dans l’agriculture” et “Techniques d’analyse des prix agricoles”, dont 172 personnes ont obtenu le certificat. Nous avons, en outre, aidé au développement de catalogues et de rapports sur les prix par région, qui permettent d’identifier et de caractériser de manière interactive les principaux produits agricoles des Amériques.

Pour que les producteurs, les organisations de producteurs et les PME du secteur agroalimentaire tirent parti des opportunités commerciales sur les marchés d’exportation et pour accélérer la reprise économique, l’IICA a développé des

processus et des réunions de renforcement des capacités pour exporter, auxquels ont participé plus de 1000 personnes. Soulignons ici la troisième édition du cycle de séminaires web "[Formation à l'internationalisation des PME agricoles](#)", organisée avec l'ALADI, et les cours virtuels en anglais et en espagnol "Se préparer à exporter des produits agroalimentaires", mis en œuvre dans le cadre de l'accord souscrit avec le *Forum for International Trade Training (FITT)* du Canada.

Dans le cadre du projet financé par l'Union Européenne avec le Centre de la pomme de terre (CIP), la promotion de cette culture a été réalisée avec des éléments intelligents face au climat en Équateur, au Pérou et en Bolivie. On a fait en sorte que les organisations de producteurs de pommes de terre des communes de Patacamaya et Sica dans le département de La Paz, en Bolivie, obtiennent un sceau de qualité et les plans d'affaires correspondants pour vendre sur des marchés différenciés. Au Pérou, nous avons œuvré en matière de biodiversité et de bonnes pratiques agricoles pour cette culture.

Plusieurs projets mis en œuvre en Équateur par l'Institut avec différents partenaires comme le Programme intégral amazonien de conservation des forêts et de production durable (PROAMAZONIA), le Fonds italo-équatorien pour le développement durable (FIEDS) et le Secrétariat technique de la circonscription territoriale spéciale amazonienne (STEAM), ont permis d'améliorer les capacités de plus de 3 000 producteurs de café et de cacao, et de mieux lier l'offre de la production amazonienne aux marchés différenciés. Par ailleurs, aux Bahamas, a été lancée la campagne nationale "Achetez frais, achetez local, achetez aux Bahamas " qui tente de mettre en lumière l'agriculture familiale.

Dans plusieurs pays membres, l'IICA a offert sa coopération pour consolider diverses chaînes de production comme les suivantes :

- Chili : huile d'olive produite par l'ethnie mapuche et le lait de chèvre.
- Argentine : le tabac.
- Bahamas : la route du rhum.
- Amérique Centrale : cacao et café.
- Antigua-et-Barbuda, Barbade, Sainte-Lucie et Surinam : apiculture.
- Guyana : produits laitiers.
- Bélize, Guyana et Jamaïque : la biofortification du riz.
- Panama : systèmes agrosylvopastoraux, avec l'aide de l'Union Européenne.
- Paraguay : fruits et légumes, avec le Centre régional de commercialisation agricole, et fleurs, avec l'aide de la Mission technique de Taiwan.
- Uruguay : systèmes d'élevage durable neutre en carbone.

En partenariat avec la SIECA, la FAO et le SECAC, nous avons mis au point les troisième et quatrième éditions du Cycle virtuel d'affaires de la chaîne agroalimentaire, dont l'objectif était d'aider les entreprises et les organisations du secteur agroalimentaire à

consolider et à diversifier leur présence sur les marchés régionaux, en contribuant ainsi à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à accélérer le processus de relance économique après la crise due à la pandémie de COVID-19. Nous avons accueilli 1 145 entreprises et enregistré des intentions d'affaires pour une valeur de 53 000 000 de dollars américains. Parmi les sous-secteurs qui comptaient le plus grand nombre d'entreprises participantes, citons : les fruits et légumes, le café et le cacao, les céréales de base et les graines, les préparations alimentaires et les *snacks* sains, les emballages et les services de distribution, de transport et de logistique.

En Équateur, avec l'Association nationale des fabricants d'aliments et boissons (ANFAB) et avec le soutien de la Fédération équatorienne des exportateurs (FEDEXPOR), du ministère de la Production, du Commerce extérieur, des Investissements et de la Pêche (par le biais de PROECUADOR), de l'Agence de Régulation et de contrôle phyto et zoosanitaire (AGROCALIDAD), du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et de la Commission interaméricaine de l'agriculture biologique (CIAB), deux éditions ont été produites du Programme bioexportateur mondial : L'Équateur pour le monde, orientées vers les marchés de Suisse et du Cône Sud. Les entreprises participantes ont amélioré leurs capacités sur les thèmes suivants : tendances de la consommation des produits biologiques, conditions et exigences de l'étiquetage, certifications nécessaires pour la commercialisation des produits équatoriens, routes d'exportation et accès aux marchés, compétences pour la négociation et communication face aux clients potentiels. Les entreprises ont aussi participé à des cycles de négociations qui ont été à l'origine d'intentions d'affaires supérieures aux 2 000 000 de dollars américains.

Dans les Caraïbes, l'Institut a favorisé l'initiative "Consolider la capacité commerciale des producteurs caribéens de produits frais et transformés pour renforcer et capter des marchés régionaux", afin de promouvoir le commerce intrarégional et de réduire la dépendance des pays par rapport à l'approvisionnement en aliments et boissons venant de l'extérieur de la région. Les entreprises participantes ont accru leurs capacités à identifier les opportunités qu'offre le marché régional, à développer des stratégies et des tactiques d'exportation, à formuler des plans de logistique pour l'envoi de leurs produits et à respecter les règles et les normes commerciales pour accéder aux marchés d'exportation, entre autres thèmes. Elles ont eu, en outre, l'occasion de faire des tests de marché pour leurs produits, sur des marchés sélectionnés, et de les inclure sur des plateformes virtuelles de commerce électronique. La culmination a été la première édition du Cycle virtuel agroalimentaire, auquel ont participé 120 entreprises et où les intentions d'affaires se sont élevées à plus de 1,1 million de dollars américains.

Nous avons coopéré, avec des ressources de la CAF-Banque de développement d'Amérique Latine, à une série de plans pilotes pour faire connaître la plateforme du *blockchain* comme un instrument de soutien de la traçabilité dans l'agroexportation de produits choisis : viande de mouton en Uruguay, raisin de table au Pérou, café au Panama et banane au Mexique. L'IICA a mis au point des processus de sensibilisation et de renforcement des capacités de plus de 200 acteurs clés, publics et privés, des chaînes

sélectionnées dans l'utilisation des plateformes de *blockchain* et de l'écosystème de la *foodchain*. De même, l'Institut a mis au point des processus de systématisation et d'évaluation des projets pilotes mis en œuvre, qui seront la base de l'amélioration de ce type de services pour d'autres chaînes et d'autres pays. L'information recueillie figurera dans un cours de formation de masse "en ligne" (MOOC) composé de neuf modules, qui sera publié début 2022.

Changement climatique, ressources naturelles et gestion des risques de production

L'IICA a réussi à se positionner stratégiquement dans les principaux événements continentaux de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Pour la première fois, l'Institut a participé à l'inauguration de la Semaine régionale du climat d'Amérique Latine et des Caraïbes (LACCW), puis à la réunion technique sur l'élevage dans le cadre des sessions thématiques virtuelles, qui ont compté 5 000 participants.

Par diverses activités de coopération technique, l'IICA a contribué à renforcer la compréhension des leaders et des autorités politiques concernant les dernières découvertes en matière de climat mondial et de ses implications sur le secteur agricole. Le Sixième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts chargé du climat (GIEC) des Nations Unies a été rendu public, au cours de deux dialogues virtuels avec 145 participants et une réunion de haut niveau avec la participation du directeur général de l'Institut, du ministre de l'Agriculture des États-Unis et des ministres de l'Agriculture de l'Équateur, du Panama, de Sainte-Lucie et du Mexique, entre autres.

Par ailleurs la participation du secteur agricole latinoaméricain a été encouragée aux négociations mondiales sur les changements climatiques. Nous avons prêté concours aux pays de la région, comme la Colombie, le Mexique et le Panama, lors des processus de suivi des travaux communs de Koronivia dans le cadre de la 26ème Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). Il y a eu, en outre une *submission* sur Koronivia ; cinq séminaires se sont déroulés en ligne, un cours a été donné en ligne et cinq dialogues ont été organisés avec l'aide de partenaires clés.

L'IICA a consolidé ses programmes de gestion environnementale et sociale à partir de conseils méthodologiques approuvés par le Fonds vert pour le climat (FVC) pour aborder de nouveaux projets d'action climatique qui disposeront de mesures de sauvegardes environnementales et sociales conformes à leurs conditions et procédures. En 2021, le premier projet régional *readiness* pour l'agriculture a été mis au point, jetant les bases d'une meilleure participation des acteurs du secteur aux processus climatiques, de la consolidation de la base des preuves pour la prise de décision en matière d'action climatique et du renforcement des capacités dans neuf pays de la CARICOM. Des cadres conceptuels ont été élaborés pour des projets

susceptibles d'améliorer la situation de la région grâce à une agriculture résiliente face au climat, ainsi qu'un cours sur les modèles intégrés (climatique, biophysique, et socioéconomique).

Dans le cadre des initiatives de coopération en cours, d'importants progrès ont été faits, comme :

- Le projet *Strengthening Coastal and Marine Climate Resilience through Upland and Coastal Ecosystem Based Adaptation and Community Engagement*, financé par le Fonds pour la biodiversité des Caraïbes, a donné lieu à un cours sur la modélisation climatique, biophysique et économique, et permis de lancer l'exportation de vétiver⁶, de créer des cartes topographiques en utilisant des drones, de promouvoir le développement de sous-produits et de collaborer au contrôle de l'érosion des sols, entre autres.
- Les projets *Sustainable Land Management in the Commonwealth of Dominica y Strengthening Disaster Management Capacity of Women in the Cooperative Republic of Guyana and the Commonwealth of Dominica* ont permis que des leaders et des techniciens améliorent leurs capacités et leurs connaissances en agriculture intelligente face au climat, en gestion durable du sol et en création de parcelles de démonstration.
- L'élaboration de la note de synthèse *Enhancing climate resilience of the agriculture sector by improving water management strategies of smallholder farmers against climate risk*, visait à bénéficier aux petits producteurs de Saint-Christophe-et-Niévès, en proposant un projet d'une valeur proche des 7 millions de dollars et qui sera soumis au FVC.
- Dans le cadre de l'initiative *Soil-centric actions for strengthening food system resilience and promoting regenerative agriculture as a climate solution in the Caribbean*, une bande dessinée a été réalisée pour les jeunes, sur les changements climatiques et les sols, puis on a entrepris la mesure et la cartographie de la capacité de résilience des agriculteurs face aux ouragans, et des actions communes de gestion du savoir ont été menées avec nos partenaires dans 13 pays des Caraïbes.
- Nous avons consolidé, avec le secteur privé, l'initiative "Sols vivants des Amériques", et organisé trois webinaires et sept réunions avec des entreprises et des organisations continentales, dont les liens avec l'initiative mentionnée permettront de formuler un projet régional.
- Une proposition est en cours pour développer le système d'intensification durable du riz (SRI) dans six pays (Brésil, Colombie, Chili, Équateur, Panama et Pérou). Une proposition a été formulée du projet "Gestion intégrale des terres pour contribuer à la neutralité dans la dégradation des terres dans trois bassins versants en Argentine", qui a été présentée au Fonds mondial pour l'environnement (FEM).

⁶ 6 500 plants de vétiver ont été exportés de la Dominique vers Antigua, où des pépinières de reproduction ont été établies.

- Le projet “Protection financière pour la gestion de la sécheresse et l’adaptation au manque d’eau dans l’agriculture du couloir centraméricain de la sécheresse”, exécuté en El Salvador, au Guatemala et au Honduras et le projet “Appui à la formulation d’actions pertinentes d’atténuation dans l’agriculture pour le secteur du riz du Panama et le secteur de l’élevage en El Salvador” ont tenu un atelier commun avec la présence de 83 participants de 16 pays (Panama, El Salvador, Chili, Guatemala, Honduras, Belize, Costa Rica, Nicaragua, République Dominicaine, Uruguay, Pérou, Brésil, Mexique, Paraguay, Espagne et Venezuela). Au Guatemala une réunion a réuni des membres du Groupe technique sur le changement climatique et la gestion des risques du SECAC.

Des propositions ont été faites pour les projets suivants : a) Gardiens des forêts, dont la formulation a été dirigée par le Belize afin de le présenter au FVC ; b) Soutien à la formulation d’actions pertinentes d’atténuation dans l’agriculture centraméricaine, à être financé par des ressources de l’Union Européenne ; c) Soutien de la Commission honoraire du bois, à être financé par des ressources du FONPLATA-Banque de développement ; et d) Atténuation de la dégradation des sols et développement de la résilience des systèmes de production d’aliments aux Bahamas qui, évalué à plus de 5 millions de dollars US, sera présenté au FEM.

Tout cela a été accompagné du dégagement de consensus relatifs à la façon de répondre aux besoins et de tirer parti des opportunités de l’action climatique dans les pays cibles de l’IICA. Il a fallu effectuer pour cela un suivi et la coordination de stages pratiques en agriculture résiliente et faible en émissions de carbone, et 14 réunions virtuelles ont été organisées dans ce contexte. Citons encore l’élaboration de manuels, de notes techniques et de programmes radiophoniques qui abordent les thèmes liés aux changements climatiques.

Par ailleurs, l’Institut a effectué des analyses qualitatives des éléments agricoles inclus dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) dans plusieurs de ses pays membres, ainsi qu’une exploration de la façon dont la bioéconomie et l’innovation pour l’agriculture familiale entrent dans les processus de formulation des CDN et du potentiel des deux thèmes pour atteindre les engagements climatiques nationaux. Les décideurs et les techniciens de la conception et de la mise en œuvre des CDN disposent d’éléments pour incorporer l’innovation et la bioéconomie dans l’agriculture familiale, ce qui renforcera le travail intersectoriel, multidisciplinaire et à différents niveaux (local, national et régional).

En matière de formation, les compétences pour la prise de décision sur la gestion des risques climatiques dans l’agriculture ont été renforcées dans 37 institutions publiques et privées de l’ALC, grâce à plusieurs ateliers de formation auxquels ont participé 61 fonctionnaires des secteurs productif, financier, de l’état et des universités. Dans les Caraïbes, plus de 2 680 personnes ont participé à des cours de formation par le biais du Forum de la Caraïbe sur l’agriculture résiliente face au climat (CCRAF), de l’initiative des Sols vivants des Amériques (LiSAm) et de plusieurs autres projets extérieurs. En outre, des fermes de démonstration ont été installées pour des stages pratiques sur la

gestion durable des sols (Dominique), la production d'engrais biologiques (Sainte-Lucie) et l'agriculture de jardin (Grenade).

Au Panama, plus de 300 familles productrices de riz ont amélioré leur rendement de production par hectares (entre 15 et 25 %) ainsi que leurs revenus qui sont passés à près de 30 centimes par balboa investi. Elles ont également pu terminer une mesure des gaz à effet de serre et ont défini les actions nationales appropriées d'atténuation (NAMA) pour le secteur du riz.

En matière de ressources hydriques, l'IICA a joué un rôle clé pour installer, avec l'aide de la coopération australienne, huit collecteurs d'eau de pluie à faible coût au Surinam, qui ont permis à deux écoles rurales d'offrir de l'eau potable à leurs 230 élèves et 22 enseignants. Avec le ministère de l'Agriculture (MINAGRI) du Chili, on a mis en œuvre dans cinq régions du pays un système d'irrigation avec des récipients en terre, une innovation qui utilise une technologie ancestrale et qui a pour résultat une diminution de 70% de la consommation par rapport aux systèmes d'irrigation traditionnels. En Équateur, dans le cadre du partenariat avec les autorités autonomes décentralisées de Guayas (GAD Guayas), on a pu mettre à jour le Plan provincial d'irrigation et de drainage de Guayas et mettre en évidence le potentiel de l'irrigation comme mesure d'adaptation aux changements climatiques.

Avec le secteur privé brésilien, nous avons remis plus de 11 000 paquets de semences de légumes verts au Guyana, après les fortes inondations qui ont dévasté une partie du secteur agricole de ce pays. Après les tempêtes tropicales Grace et Ida, en Jamaïque, nous avons collaboré à la reprise du secteur agricole grâce à la livraison de graines de fruits et de légumes. Grâce à une action de réaction rapide, après l'éruption du volcan La Soufrière, nous avons aidé au rétablissement des systèmes agroalimentaires de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, après avoir évalué les dégâts, fourni des intrants et des semences⁷, mis au point un nouveau cadre pour la gestion des sols et formulé des projets de production.

La coopération technique de l'Institut a été cruciale pour la mise en œuvre du Bon de solidarité productive, du Bon café, du Bon récolte sûre et du Bon force agricole au Honduras, visant à reconstruire les unités de production après les effets dévastateurs des ouragans Eta et Iota, financés à l'aide de ressources du gouvernement de ce pays. Enfin, au Nicaragua, l'IICA a participé à la restauration productive sur les terres de la commune de Jinotega affectées par ces ouragans.

Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments

L'Institut a développé le travail en intelligence phytosanitaire prospective (IFP) pour contribuer au renforcement de la surveillance phytosanitaire dans la région Sud en

⁷ La campagne #Stronger Together avec le soutien de l'entreprise PLANTEC Chile, a contribué à des dons de 450 000 semences de fruits et légumes.

particulier, grâce à l'exécution d'un projet pilote visant à améliorer la capacité des pays de la région pour évaluer les situations, prendre des décisions, anticiper et gérer les urgences phytosanitaires par l'incorporation de nouvelles technologies et outils numériques. Des éléments communs ont été utilisés pour élargir et renforcer la base d'évaluation des risques liés au mouvement des produits, des personnes et des moyens de transport, aux changements climatiques et aux nouvelles modalités de production et technologies disponibles et matière de détection et d'identification des ravageurs et d'information sur les événements phytosanitaires, entre autres.

Une stratégie a ensuite été élaborée pour incorporer l'IFP, ainsi qu'un guide méthodologique pour sa mise en œuvre dans la région, une note technique analysant les défis de l'IFP et un profil de projet. Deux projets pilotes ont été mis en priorité sur l'analyse multicritères et le Système régional d'alerte pour les criquets ravageurs. Tout a été fait en collaboration avec les organisations nationales de protection phytosanitaire (ONPF), les ministères de l'Agriculture et différents acteurs du secteur agricole des sept pays de la région, le Comité de santé végétale du Cône Sud (COSAVE), le PROCISUR, l'Université du Chili et l'Université de l'État de Caroline du Nord.

À la Barbade, en Dominique, au Guyana, à Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago les capacités en sécurité sanitaire des aliments des MPME ont été améliorées par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Citons pour exemple la mise au point de deux plateformes : une électronique qui sert de base de données et une autre pour la création de capacités, par le biais de laquelle les MPME peuvent avoir accès à des informations actualisées, connaître le Système de gestion de la sécurité sanitaire des aliments pour respecter les normes de sécurité alimentaire exigées par les marchés locaux et régionaux, et susciter des échanges de connaissances, la création de réseaux, la collaboration et la création de liens entre les MPME.

Pour appuyer la mise en œuvre de normes internationales, une stratégie de soutien à la participation aux réunions des organismes internationaux a été mise en œuvre, notamment pour les séances de coordination sur les thèmes du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (MSF) de l'OMC. Deux séances ont eu lieu en ligne sur les questions relatives à ce comité pour promouvoir la coordination continentale autour de thèmes clés qui affectent les pays membres de l'IICA, auxquelles ont participé 126 délégués de 32 pays.

Citons quelques exemples de la modernisation des services de santé végétale, animale et de sécurité sanitaire des aliments : l'élaboration d'un avant-projet de loi pour actualiser le cadre juridique de la santé agricole en El Salvador, la formation en inspection sanitaire de 40 spécialistes paraguayens du Service national de qualité et santé végétale et des semences (SENAVE), la mise en œuvre de bonnes pratiques au moyen du renforcement des programmes de certification volontaire promus par les services phytosanitaires et de santé animale du Costa Rica et l'étude sur la situation de la santé végétale au Venezuela.

L'Institut et l'USDA (bureau du Codex Alimentarius aux États-Unis), ont mis au point, par un accord de coopération à long terme, des actions pour appuyer les pays membres du Comité coordinateur FAO/OMS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CCLAC), visant à développer la compréhension et l'utilisation du Codex Alimentarius et la participation active à cet organisme. Ces actions sont axées sur la facilitation de la communication et de la coordination régionale et interrégionale (CCLAC-CCAFRICA-CCNASWP), sur l'analyse des thèmes techniques et des positions de négociation et sur l'élaboration de produits de formation stratégique et de processus consultatifs dans la région pour fixer une ligne de base pour un programme de formation en 2022. Plus de 13 colloques régionaux et interrégionaux ont eu lieu dans ce contexte avec la participation de 34 pays membres et nous avons pris part à plus de 15 réunions du CCLAC. Un atelier virtuel a été organisé sur les principaux thèmes de discussion au sein du Comité du Codex sur l'étiquetage des aliments, avec 96 spécialistes participants de 19 pays.

Afin d'améliorer la coordination et de promouvoir l'expression de commentaires harmonisés sur les propositions de normes dans le domaine des chapitres du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'Organisation de la santé animale (OIE) entre les pays des Amériques, l'IICA, et l'USDA, ont été organisées trois sessions stratégiques avec la participation de plus de 200 représentants des services vétérinaires de 22 pays : un atelier de la Convention internationale de protection phytosanitaire (CIPF) pour l'ALC, qui a encouragé le débat et les échanges entre les pays sur le processus d'élaboration et d'établissement des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), et deux ateliers avec 130 spécialistes des ONPF des pays d'Amérique Latine et cinq des organisations régionales de protection phytosanitaire (ORPP), qui ont permis d'analyser les projets de normes de la CIPP en cours d'examen. Des informations ont été partagées et des thèmes d'intérêt pour la région ont été débattus, comme la certification électronique, le *Fusarium oxysporum f. sp. cubense* race 4 tropical (Foc R4T) et l'intelligence phytosanitaire.

Concernant la mise en œuvre efficace de normes internationales, l'Institut a aidé à fixer une stratégie de promotion des capacités institutionnelles, normatives et techniques en matière de pesticides dans les pays membres des régions centrales et andines. Avec l'USDA et la *Minor Use Foundation* (MUF), il a mené trois initiatives visant à développer des capacités dans ses États membres pour créer l'information qui permettra d'établir des limites maximales de résidus (LMR) pour les cultures mineures du Codex Alimentarius et formuler des normes harmonisées dans le registre des pesticides chimiques à usage agricole (PCUA) et des pesticides organiques. En 2021, le projet sur l'harmonisation des normes a permis d'organiser 28 réunions de formations sur l'évaluation des risques, les registres, les LMR et les pesticides biologiques afin d'harmoniser une ligne de base. Dans la région centre, nous avons progressé dans la mise en œuvre d'une feuille de route en trois groupes de travail (registre des PCUA, LMR et pesticides biologiques) ; une étude a permis de déterminer l'harmonisation dans la région en matière de LMR et le groupe sur les pesticides biologiques a considérablement avancé dans l'analyse des règlements techniques centraméricains (RTCA) et dans la mise au point d'une nouvelle proposition de RTCA plus en accord avec

les derniers progrès de la recherche dans ce domaine. Ce projet a permis de prévoir des canaux de communication avec le Conseil agricole centraméricain (CAC) et avec la CAN.

Afin de sensibiliser les producteurs, les spécialistes, les instructeurs, les fonctionnaires et les personnes intéressées par les règlements de la Loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments (FSMA) des États-Unis, l'IICA et l'Administration du médicament et de l'alimentation (FDA), ont organisé onze webinaires sur la Norme de sécurité sanitaire des produits agricoles frais (leur réglementation, les expériences d'application dans l'industrie, les recommandations de bonnes pratiques pour son application et autres normes en vigueur). La participation comptait 4 288 personnes de 43 pays, avec une moyenne de 390 présents par activité. Toutes les ressources générées par cette réunion ont été publiées sur le site web de l'Institut. De nombreux instructeurs et des institutions publiques et privées ont bénéficié des plus de 50 cours donnés sur cette norme dans les pays suivants : Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Nicaragua, Pérou et République Dominicaine.

Avec le FAS de l'USDA, quatre cours de mise à jour sur la FSMA, ont été donnés à 150 spécialistes, en Amérique centrale, Colombie, Équateur et au Pérou. Dans trois pays andins, six cours ont eu lieu sur les contrôles préventifs, pour plus de 250 spécialistes.

L'une des composantes du projet de MSF du 11^{ème} Fonds européen de développement exécuté par l'IICA avec des ressources de l'Union Européenne vise à consolider le milieu réglementaire de la région des Caraïbes, et un cadre de politiques a été mis au point pour orienter les processus et les plans d'harmonisation des

Le Mexique exempt de 1000 ravageurs et de 56 maladies

La coopération de l'Institut depuis près de trois décennies avec divers programmes nationaux du Service national de santé, de sécurité sanitaire et de qualité alimentaire de la SADER a permis de sauvegarder le statut phytosanitaire du pays et d'assurer une production nationale agricole de 227 millions de tonnes.

systèmes de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments (SAIA) dans toute la région. À la suite d'une série d'activités prévues pour créer un consensus, une politique a été élaborée et validée ainsi qu'un plan d'action régional et un cadre de politique nationale en matière de SAIA qui devra être approuvé par le Conseil du commerce et du développement économique. Nous avons aussi préparé un résumé pour sensibiliser les décideurs à l'importance de la politique de SAIA pour l'application des normes sanitaires et phytosanitaires.

L'IICA a contribué à la prise en charge des urgences sanitaires et des questions émergentes relatives à :

- La peste porcine africaine (PPA). Nous avons participé au groupe d'experts en PPA et à plusieurs réunions, en collaboration avec l'Organisme international régional de santé agricole (OIRSA), l'Agence de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments de la Caraïbe, le Comité vétérinaire permanent du Cône Sud (CVP) et le

Secrétariat général de la CAN, entre autres. Nous avons dirigé les efforts de renforcement des capacités du Groupe de travail interagences de préparation en prévention et réponse à la peste porcine africaine (PPA) pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, en fonction des besoins des pays de l' ALC. Cinq webinaires ont eu lieu, avec près de 800 participants de plus de 25 pays. Conformément à la résolution 535 du Conseil, des actions ont été menées pour consolider les services vétérinaires officiels, notamment pour le développement de leurs capacités techniques, de la gestion et de la communication des risques et de la mise à jour des plans d'urgence. Soulignons un cours virtuel sur les maladies transfrontalières et la PPA, organisé avec l'aide du Service d'inspection sanitaire des plantes et des animaux de l'USDA et de l'Université de l'État d'Iowa, et quatre cours virtuels axés sur les spécialistes des pays des régions centrale, andine, Sud et Caraïbe, qui ont bénéficié à plus de 500 personnes.

- Concernant le Foc R4T, nous avons prêté assistance et fourni des ressources et des activités de formation aux représentants des services officiels pour prévenir l'apparition de ce champignon et le contrôler. Des petits producteurs de Colombie, du Pérou et d'Équateur ont reçu des paquets de biosécurité et un réseau interne sur les musacées a été créé pour échanger les expériences. Nous travaillons aussi, par le biais de l'Alliance mondiale pour la coopération à la lutte contre le Fusarium R4T, à la création d'un fonds de donateurs pour répondre dans l'urgence. Avec l'Université centrale du Venezuela et le réseau des musacées, les connaissances de 300 techniciens et producteurs ont été améliorées sur l'importance et les effets du Foc R4T.
- Quant au *huanglongbing* (HLB), dans le cadre du projet de développement et promotion des outils innovants pour la prévention et l'atténuation des effets du HLB dans les pays membres du PROCISUR, 259 personnes ont été formées grâce à des séminaires de mise à jour sur les méthodes moléculaires appliquées au diagnostic et au contrôle du HLB des agrumes, organisés en trois journées : a) Utilisation de la méthode CRISPR pour le diagnostic rapide et spécifique du HLB des agrumes ; 2) Utilisation d'ARN d'interférence pour le contrôle des insectes ; et 3) Métabolomique et utilisation de biomarqueurs pour le diagnostic précoce des maladies sur les végétaux. Avec le COSAVE, deux activités de formation ont été organisées en : 1) gestion et création de bases de données spatiales et en R (raster) ; et 2) introduction du multimodèle *framework*, avec les spécialistes de l'Université du Chili et de son Service agricole, auxquelles ont participé 13 experts du PROCISUR, 28 du COSAVE et huit de la CAN. Un groupe de travail sur le HLB a été créé à Saint-Christophe-et-Niévès, dans le cadre de la collaboration sud-sud.

- La rouille. Au PROCAGICA, avec un financement de ressources de l'Union Européenne, des centaines de coopératives et de familles de producteurs ont amélioré leurs pratiques de culture et la gestion de l'après-récolte, la production d'intrants biologiques et l'accès aux microcrédits, et l'on a contribué à ce que 99% des agriculteurs parviennent à contrôler efficacement la rouille.

Résultats du partenariat entre l'Union Européenne et l'IICA en matière de café
 Au PROCAGICA, plus de 6 300 producteurs de café ont augmenté leurs revenus d'au moins 24 %, et leur production de 28% et 42%, après que 10 402 unités de production ont appliqué des modèles technologiques promus par ce programme. En outre, 1 500 crédits à accès facile leur ont été accordés et un fond en rotation a capitalisé 120 organisations centraméricaines.

Au Belize, nous avons collaboré à la prévention, au contrôle et à l'éradication de la maladie de Newcastle grâce à l'achat de vaccins et d'équipements de protection et d'échantillonnage, ainsi qu'à la réunion des conditions permettant de déclarer le pays exempt de la maladie. En El Salvador, au moyen du Projet d'admissibilité avicole financé par l'USDA, les capacités de surveillance, d'équipement et de mise à jour des règlements sur la maladie ont été améliorées.

Dans le cadre de l'action de coopération technique appelée "Défense contre de futures épidémies zoonotiques dans les Amériques : évaluation et réduction des risques zoonotiques sur les marchés humides", deux évaluations des risques ont été menées pour le Mexique et le Brésil, ainsi qu'une proposition de guide de réglementation et de formation pour le Brésil.

L'Institut a appuyé l'incorporation du concept "Une seule santé" dans les activités du Sommet sur les systèmes alimentaires, avec la production d'un document conceptuel et l'organisation d'un dialogue indépendant "Une seule santé et un commerce international : Éléments de base pour la transformation des systèmes alimentaires", attaché à expliquer comment ce concept, qui porte sur la santé des sols et le commerce international, peut contribuer à la transition vers des systèmes alimentaires plus durables. En présence de 86 personnes, le débat et la pensée critique ont été stimulés autour de ces approches intégrées (une seule santé, la santé des sols) et du commerce international. Grâce à 21 conférences et 12 ateliers, réunissant 1 000 personnes, on a pu coordonner l'action de coopération technique régionale andine en "Une seule santé", et déterminer des priorités nationales et régionales, identifier des domaines possibles de travail en 2022 et mettre au point des propositions de projets régionaux, dont les principaux résultats sont résumés dans le document de renforcement des services de SAIA pour la région andine.

Partenariat entre l'IICA et le CVP

Avec les pays membres, nous avons amélioré la gestion sanitaire de la salmonellose pour l'exportation de viande de poulet et nous avons préparé, pour le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, une proposition de création d'un nœud régional public-privé. Nous avons amélioré les capacités de gestion de la lucilie et jeté les bases d'exécution d'actions conjointes contre ce ravageur. Dans le cadre de l'accord avec l'USDA et l'Université de l'État d'Iowa, un second cours virtuel a été donné sur la PPA, avec 250 participants sélectionnés.

L'Institut a élaboré le *Guide sur les termes laitiers* pour faciliter l'application du RTCA 67.04.65:12 Utilisation des termes laitiers, un des documents d'orientation les plus importants pour le secteur laitier. Ce règlement, qui fixe l'utilisation correcte des termes laitiers relatifs aux aliments commercialisés dans la région centraméricaine, est la base des normes des règlements spécifiques pour les produits laitiers, et vise à garantir que les aliments soient décrits ou présentés de manière appropriée, afin d'éviter d'engendrer une fausse idée de leur nature. Les activités de formation suivantes ont été organisées :

- Au Guatemala, un cours de formation virtuel a été organisé par le Groupe des produits laitiers et dérivés, adressé à 125 participants du secteur universitaire de la nutrition, de la santé et des sciences des aliments, des secteurs public et privé et du Forum guatémaltèque du lait et des produits laitiers.
- Au Honduras, 19 représentants des secteurs public et privé ont été formés au RTCA 67.04.65:12 Utilisation des termes laitiers, grâce à une réunion présentielle organisée par la Chambre hondurienne du lait, le Secrétariat exécutif du CAC et la FECALAC.

Dans la région centrale, les acteurs de la FECALAC possèdent une stratégie de communication et un guide de bonnes pratiques pour la production du lait et du bétail bovin, concertée à l'échelon régional, à laquelle le SECAC a participé.

Trente-trois personnes de 11 pays ont terminé un cours sur le leadership et la gestion de la SAIA, afin de consolider la coordination intersectorielle en la matière et le suivi permettant de déterminer les progrès des programmes de développement de la production (PDP). 100 % des participants ont qualifié le cours de bon ou excellent et ils ont indiqué qu'il avait parfaitement répondu à leurs attentes.

Le Cycle international de tables rondes sur l'intelligence phytosanitaire et la biosécurité, les opportunités et implications en Amérique Latine, avait pour objectif de partager des idées et des outils et d'offrir une formation sur son application et son utilisation. Les participants venaient d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay.

Au Paraguay s'est tenu un cours de formation en inspection phytosanitaire, s'adressant à 35 spécialistes du SENAVE, afin de renforcer les capacités techniques en fonction des normes et des concepts internationaux sur la santé végétale et la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

Dans la région, 50 professionnels des ONPF ont terminé les neuf programmes du Module international de l'École régionale virtuelle sur l'inspection phytosanitaire.

Dans la grande Caraïbe, des activités de formation en sécurisation des frontières des États-Unis et des Caraïbes ont été organisées devant l'apparition des ravageurs (phase II). Entre autres thèmes traités, citons l'identification des ravageurs, l'analyse des voies d'introduction et la réaction d'urgence devant l'apparition de certains ravageurs clés. Après ces activités, deux plans d'urgence ont été mis au point pour les pays caribéens pour les agrumes, l'un pour le chancre et l'autre pour la lèpre, et des directives de simulation ont été formulées pour évaluer l'état de préparation des pays devant l'apparition de ces ravageurs.

Enfin, pour offrir des possibilités de formation en thèmes spécialisés du secteur agricole et dans le contexte mondial, deux cours ont été conçus en autogestion, disponibles sur la plateforme de formation virtuelle de l'IICA : a) Mesures de prévention pour le secteur agricole devant la pandémie de COVID-19 et b) Bonnes pratiques agricoles pour une agriculture résiliente ; les deux cours sont donnés en espagnol et en anglais.

Innovation et technologie

L'Institut a organisé, avec ses partenaires, plus de dix séminaires, cours et dialogues, afin de faciliter la compréhension et la sensibilisation des participants sur l'importance de l'innovation pour une agriculture équitable et durable.

Les acteurs des systèmes d'innovation d'Amérique Latine ont amélioré leurs connaissances en matière de systèmes d'innovation agricole grâce au Projet pour le développement des capacités en systèmes d'innovation agricole d'Amérique Latine (TAP/FAO DeSIRA), mis en œuvre par l'IICA en partenariat avec le Réseau latinoaméricain de services de vulgarisation rurale (RELASER), dans le cadre duquel a eu lieu un cours de formation des formateurs en capacité d'innovation, auquel ont participé 35 spécialistes de 10 pays d'Amérique Latine. Le "Guide pour le renforcement des capacités fonctionnelles pour l'innovation dans l'agriculture" a été mis au point et, parallèlement à l'Assemblée de la Plateforme de l'agriculture tropicale (TAP), s'est tenu le séminaire "Comment consolider l'innovation agricole en Amérique Latine ?", auquel ont participé plus d'une centaine de personnes.

De même, 105 référents des secteurs de la science et de la technologie ont participé au dialogue indépendant "Science, technologie et innovation pour transformer les systèmes alimentaires en Amérique Latine", convoqué par l'Institut et par la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres (FOLU), le Fonds mondial pour la nature

(WWF) et l'Alliance biodiversité-CIAT, dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui a permis de dégager des consensus sur des questions clés pour le programme de recherche et de développement (I+D) dans le secteur agroalimentaire.

Au Panama, le Secrétariat national de science et technologie (SENACYT) et l'IICA ont signé un Accord de coopération technique pour encourager la création du Centre de recherche pour la production de l'agriculture en environnement contrôlé (CIPAC), qui sera un centre d'excellence à niveau mondial, composé d'un réseau de chercheurs en agriculture en milieu contrôlé de Hollande, de Chine, du Japon et des États-Unis, entre autres pays.

Les mécanismes de coopération en innovation avec lesquels travaille l'Institut (PROCISUR, PROCINORTE, CIAO, FONTAGRO, FORAGRO, entre autres) ont continué de promouvoir les efforts communs et d'offrir leur contribution pour consolider la coopération technique de l'IICA.

PROCINORTE

Le Programme coopératif de recherche et technologie pour la région Nord (PROCINORTE), qui forme un réseau d'organismes nationaux de recherche agricole du Canada, des États-Unis et du Mexique dont le secrétariat exécutif est exercé par la Représentation de l'Institut au Canada, a progressé dans les recherches sur la cryoconservation des ovules de bétail créole, réalisées avec l'Institut national des recherches forestières et agricoles (INIFAP) du Mexique, et sur la PPA, avec l'USDA. L'IICA et le PROCINORTE ont organisé un événement sur les changements climatiques, les sols et l'eau et un autre sur la résistance aux herbicides et aux fléaux ravageurs d'Amérique du nord, qui ont été suivis par de nombreuses personnes.

PROCISUR

L'Institut et le Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud (PROCISUR) ont consolidé un programme technique autour des thèmes d'intérêt commun pour les instituts nationaux de recherche agricole (INIA) : coopérativisme et agriculture numérique, semences créoles et autochtones pour l'agriculture familiale et les terres vivantes. Ceci a permis de mener des actions communes avec les institutions partenaires, comme l'Alliance coopérative internationale (ACI) et la REAF, ainsi que de positionner une connaissance technique à valeur ajoutée devant ces partenaires.

Un consensus a été dégagé entre 77 référents des secteurs de la science et de la technologie, universitaire, gouvernemental, productif, des entreprises et des organismes internationaux du Cône Sud, autour d'un programme de recherche et de développement agroalimentaires dans le cadre d'un dialogue indépendant convoqué par l'IICA et le PROCISUR en préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes

alimentaires de 2021. Citons, parmi les thèmes abordés : la durabilité des systèmes d'élevage, l'intensification agricole durable, la bioéconomie et l'économie circulaire, l'adaptation aux changements climatiques, la gestion des sols et de l'eau, l'accès et l'accessibilité aux aliments, la qualité nutritionnelle et l'approche "Une seule santé", ainsi que la jeunesse, le genre et les peuples autochtones. Les opportunités et les actions innovantes identifiées et rapportées dans un rapport sont la contribution du PROCISUR à un débat mondial, qui l'a projeté au-delà de la région.

Deux importants projets ont été mis en œuvre dans le domaine du PROCISUR :

- Le projet "Bases physiologiques et génétiques des réponses du blé et du soja aux limitations biotiques et abiotiques : études orientées vers l'amélioration génétique pour la gestion des cultures du Cône Sud", qui a produit les résultats suivants : a) lignes et cultivars de blé de la région, caractéristiques pour la rouille de la feuille, la rouille jaune, la septoriose et la fusariose des épis et pour leur adaptation au stress hydrique, à la photopériode et à la vernalisation ; b) lignes et cultivars de soja caractérisés par la pourriture charbonneuse de la racine, la photopériode et la vernalisation et c) modèles de simulation thermo-photopériodique disponibles en ligne pour une large gamme de cultivars de blé et de soja commerciaux qui permettent aux producteurs argentins, paraguayens et uruguayens de définir des stratégies de gestion.
- Le projet "Édition génétique pour l'amélioration des espèces végétales et animales", financé par le FONTAGRO, le PROCISUR et deux entreprises privées (Association des coopératives argentines et Associés Don Mario S. A.), qui a démarré en septembre dans le but de renforcer les capacités dans la région, d'améliorer la santé et la qualité nutritionnelle et industrielle des nouvelles variétés de pommes de terre, d'améliorer la qualité du soja pour la consommation des animaux monogastriques et de créer des races (bovins et ovins) aux nouvelles caractéristiques intéressantes pour la production de bétail.

À l'occasion du 40^{ème} anniversaire du PROCISUR, un document et une vidéo institutionnels ont été réalisés avec ses antécédents, ses stratégies et ses principaux succès. Des témoignages de ceux qui ont construit chaque étape ainsi que des dirigeants actuels soulignent le rôle important assumé dans l'offre de coopération, le positionnement atteint dans le domaine régional, les stratégies appliquées aujourd'hui et les défis rencontrés en raison de la crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19.

CIAB

L'Institut a aidé à renforcer les travaux de la Commission interaméricaine de l'agriculture biologique (CIAB), par sa participation au conseil de direction de la Commission, par la signature d'un nouvel accord de collaboration et par l'offre de soutien pour que le Conseil approuve un nouveau statut.

La CIAB a affermi sa position grâce à l'organisation de formations et d'événements internationaux, avec plus de 170 000 visites sur les réseaux sociaux dans plus de 37 pays, ainsi que grâce au lancement de groupes de travail sur plusieurs thèmes : les lois pour promouvoir l'agriculture biologique, les politiques antifraudes, les déchets dans la production biologique et l'empreinte environnementale, entre autres.

La Commission a pu obtenir des ressources du Fonds spécial Pérez-Guerrero (FFPG) pour financer des consultations afin d'élaborer le document "Recommandations pour l'homologation de l'évaluation des intrants pour l'agriculture biologique". Elle a aussi servi de pont pour la participation des États membres à la foire *Organic Food Iberia* (OFI) et elle a collaboré à l'organisation de sa deuxième édition.

FORAGRO

Le Secrétariat du Forum des Amériques pour la recherche et le développement technologique agricole (FORAGRO) a représenté le forum au Comité de direction du Forum mondial sur la recherche et l'innovation agricole (GFAR) et a coordonné la production de la note technique "La co-innovation comme outil méthodologique pour contribuer à réduire les écarts technologiques dans l'agriculture familiale".

L'[Action collective sur la Transformation numérique inclusive de l'agriculture](#), mise en œuvre par le FORAGRO, la COPROFAM, le GFAR, l'initiative Global Open Data for Agriculture and Nutrition (GODAN) et l'organisation AgGateway, a permis d'offrir aux acteurs de l'agriculture numérique et aux petits agriculteurs, des renseignements afin de consolider leurs capacités ; cinq thèmes prioritaires ont été définis, qui recueillent les bonnes pratiques et les modèles d'affaires pour l'agriculture numérique inclusive et un sondage trilingue a été mis au point pour déterminer les besoins des petits agriculteurs en ALC dans le cadre de l'utilisation des outils numériques. Des réponses de 365 petits agriculteurs et leaders de leurs organisations y ont répondu.

Un groupe de représentants de la Direction de la coopération technique (DCT) de l'IICA et des mécanismes chargés d'autres questions, comme l'OIMA, le COSAVE, le CVP et le Groupe interaméricain de coordination en santé des végétaux (GICSV), a été formé. Ce travail commun a eu pour principaux résultats : a) l'organisation de plusieurs dialogues indépendants avant le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 ; b) un projet sur l'intelligence phytosanitaire prospective, avec le COSAVE et le PROCISUR ; et c) la formulation d'une proposition de consolidation de l'Institut de science et de technologie agricoles (ICTA) du Guatemala grâce au Programme de consortiums régionaux de la recherche agricole (CRIA), avec le soutien du PROCISUR.

L'Institut a déployé des efforts dans le domaine continental visant à promouvoir l'agriculture numérique dans les Amériques. L'IICA a ainsi appuyé des actions de coopération technique en matière d'agriculture numérique, comme un forum continental sur la fracture numérique, un événement sur l'élevage numérique durable en Uruguay, en coordination avec l'Université de l'État du Nouveau-Mexique (NMSU) et la production d'un chapitre sur l'agriculture numérique, inclus dans le rapport "Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : un regard porté sur l'Amérique Latine et les Caraïbes 2021-2022", élaboré par la CEPAL, la FAO et l'IICA.

Plus de 400 techniciens, producteurs, chefs d'entreprise et fonctionnaires des institutions publiques du Panama, d'Argentine, du Pérou, d'Uruguay et du Mexique se sont formés en numérisation de l'agro, en particulier pour ce qui est de l'utilisation de la plateforme *blockchain*, en partenariat avec la CAF-Banque de développement des Amériques et avec l'entreprise FoodChain, ce qui a permis d'améliorer leurs capacités de conception de mécanismes de traçabilité numérique des viandes et des raisins de table.

Dans le domaine national, citons les actions suivantes :

- Bolivie : Mise en œuvre d'une plateforme de cogestion du savoir (agrinapsis.com), qui permet d'échanger des expériences, des méthodologies, et qui offre un soutien technique en matière d'agriculture.
- Brésil : Négociation fructueuse d'un projet visant à appuyer des centres d'innovation technologique pour l'agriculture familiale (hubs virtuels), financé à l'aide de ressources de la BID.
- Canada : Signature d'accords avec des entreprises de Calgary et de Québec pour explorer des solutions de formation à distance et des solutions numériques intéressant l'ALC, et organisation de formations avec le secteur privé sur la *blockchain*, l'intelligence artificielle, l'internet des objets et la science des données.
- Costa Rica : Élaboration, grâce à un partenariat avec plusieurs institutions nationales, de la stratégie "Défi jeune : Révolution Agriculture 4.0", ainsi qu'un cours sur la création de cartes et de photogrammétriques à usage agricole, en utilisant des drones.
- Guatemala : Le Programme CRIA, financé par l'USDA, a offert 14 technologies à des milliers de producteurs des chaînes de l'avocat, de la pomme de terre, de la tomate, du maïs, du haricot, du miel, des ovins et des piments. En outre, des centres universitaires guatémaltèques ont amélioré leurs infrastructures et leurs équipements de laboratoires des sols et de la protection des végétaux.
- République Dominicaine : Formation, avec le ministère de l'Agriculture, de 60 techniciens des institutions agricoles sur le pilotage des drones, le traitement des données et les outils technologiques modernes.
- Trinité-et-Tobago : Avec des ressources du projet "*Making Agriculture Profitable and Sustainable (MAPS)*" mis en œuvre par la Cropper Foundation (TCF) et la BID

en collaboration avec la Corporation nationale de développement et de commercialisation agricoles (NAMDEVCO), l'application "FarmVue" a été mise au point pour enregistrer les données et la traçabilité. Elle est disponible sur Google Play et Apple. Un catalogue numérique des semences et du commerce électronique a été élaboré sur les sites www.arccaribbean.com et www.chocolaterebellion.com.

- Avec le Réseau agroalimentaire du Venezuela, nous avons développé un système d'information géoréférencée par régions, sous-régions et zones agricoles.

Genre et jeunesse

Dans le cadre du Pré sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le Premier Forum des femmes ministres et vice-ministres de l'Agriculture des Amériques a été formé, dont la mission sera de peaufiner les politiques publiques qui s'adressent aux femmes, de mettre en lumière le rôle protagoniste qu'elles jouent dans le développement rural et de favoriser la pleine reconnaissance de leurs droits. Le lancement du Forum, auquel ont assisté les femmes ministres, secrétaires d'État et vice-ministres de l'Agriculture de 12 pays des Amériques, a marqué une étape clé pour l'institutionnalisation d'un espace destiné à proposer des politiques favorisant le développement durable des systèmes agroalimentaires par la reconnaissance de la contribution cruciale des femmes rurales du continent à l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim.

En matière de genre, les INIA et l'IICA ont partagé des stratégies et des politiques institutionnelles avec des institutions de science et de technologie ; les résultats de l'étude "Écart de genre dans les institutions de science et de technologie agricoles en ALC" ont été diffusés, en commun par l'Institut national de technologie agricole (INTA) d'Argentine et la Banque interaméricaine de développement (BID) ; et un programme pour 2022 a été défini, qui inclut des formations et la création d'un réseau d'experts et d'un espace virtuel pour le partage de documents, entre autres choses.

L'Institut a également lancé la Plateforme continentale des femmes rurales, avec plus de 120 personnes inscrites et une offre initiale de 66 publications, et il a organisé le Hackathon des Jeunes rurales, qui a réuni plus de 50 participants et qui fait partie du processus de création de la Communauté continentale des jeunes rurales.

Dans cette même idée, le Réseau des jeunes du PROCISUR a été créé ainsi que le dialogue virtuel "Comment les jeunes de l'agriculture familiale ajoutent-ils de la valeur à leurs produits?", qui a permis aux jeunes ruraux de partager des expériences et des connaissances avec des spécialistes des INIA. En complément, la Communauté virtuelle des savoirs a été lancée, comme un espace d'échanges et d'apprentissages grâce à des expériences et des techniques qui favorisent l'innovation dans les activités des jeunes de l'agriculture familiale, avec des

techniciens de l'IICA et des INIA intégrés dans le PROCISUR. Pour la première édition de la Communauté (du 12 octobre au 30 novembre), 190 participants ont approfondi leurs connaissances et les stratégies appliquées par les jeunes pour ajouter de la valeur.

L'Institut a coopéré avec différentes institutions pour renforcer la parité et l'inclusion des jeunes. En Argentine, par exemple, nous avons collaboré avec la Plateforme des femmes rurales chefs d'entreprise du Mercosur élargi pour réaliser une étude sur les politiques publiques et sur la formation des jeunes à la présentation de projets de développement rural. Par ailleurs, à Sainte-Lucie, une coopération technique a été offerte à trois organisations de la société civile, y compris le Réseau des femmes productrices rurales, qui ont resserré les liens avec les marchés et se sont assurés des sources de revenus.

Gestion du savoir

En matière de prospection agricole, l'IICA a présenté avec succès le rapport "Perspectives de l'agriculture et du développement rural des Amériques 2021-2022 : un regard porté sur l'Amérique Latine et les Caraïbes", l'atlas de l'agriculture des Amériques et le BlogIICA, parmi d'autres études et publications.

L'IICA a organisé 64 cours virtuels auxquels ont participé 20 015 personnes de 58 pays et qui ont donné lieu à l'octroi de 6588 certificats ; le Brésil y a été le plus avantageux, avec plus de 8 000 participants. Depuis 2018, 113 012 étudiants ont pris part à ces cours virtuels, qui ont donné lieu à la remise de 43 419 certificats. En 2021, nous avons aidé 13 pays à mettre au point des cours d'apprentissage en ligne (*e-learning*) et consolidé des partenariats avec la Confédération d'organisations de petits producteurs du Mercosur élargi (COPROFAM), avec le Centre des changements climatiques de la Communauté caribéenne (CARICOM) et avec les Oikocredit et Bayer.

Le Programme des stages a été renforcé et plus de 200 stagiaires y ont participé depuis sa création en 2018. Deux stages professionnels ont été organisés (ASA-Allemagne) dans le cadre du Programme sur les changements climatiques, les ressources naturelles et la gestion des risques de production ; en outre, l'Institut a lancé sur son site web la plateforme d'inscription des stagiaires.

Concernant la coopération horizontale, il y a lieu de souligner l'approbation de deux propositions de projets de coopération Sud-Sud avec le Fonds spécial Pérez-Guerrero du Groupe des 77 (G77) ; le travail commun effectué avec le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) de coopération sud-sud et triangulaire en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire face à la pandémie de COVID19 ; et le lancement de la Banque des bonnes pratiques de l'IICA, incluant la systématisation de 28 expériences, partagées avec des partenaires stratégiques sur la plateforme *South-South Galaxy* des Nations Unies.

Enfin, dans le cadre de l'accord de modernisation de la Bibliothèque commémorative Orton (IICA/CATIE), l'accent est mis sur l'élaboration d'une proposition de mise au point d'un *learning commons*, et du lancement du nouveau répertoire institutionnel du CATIE.

Relations institutionnelles et gestion des projets

En septembre, dans le cadre d'un processus exigeant d'accréditation internationale, l'Institut a réussi l'approbation et l'officialisation de son entrée au Fonds vert pour le climat (FVC), après avoir compilé, révisé et ajusté tous les documents officiels requis pour la signature d'un accord d'accréditation.

Cela permettra de collaborer avec les États membres en vue de présenter des propositions de financement de nouveaux projets et programmes visant à renforcer les actions de coopération et les résultats axés sur la création de résilience climatique du secteur agricole des pays intéressés par l'accès aux ressources du FVC, par le biais de l'IICA. L'Institut a formulé deux propositions de *readiness* qui ont été approuvées par le FVC, pour un montant de 3,2 millions de dollars américains dont l'objectif est d'encourager la mise en œuvre d'actions collaboratives de l'IICA dans les régions Nord, Centre, Caraïbe, Andine et Sud.

Un portefeuille de onze projets (notes de synthèse) a été mis au point, pour une valeur totale de 144 millions d'euros, et transmis aux délégations régionales de l'Union Européenne pour examen, dans le contexte de l'exercice des choix des priorités stratégiques pour la période allant de 2021 à 2027. Les projets visent à promouvoir la transition vers une économie verte, circulaire, résiliente et fondée sur l'adaptation intelligente aux changements climatiques.

Des actions ont été engagées en faveur du secteur agricole des pays membres, dans le cadre de plus de 60 accords avec des partenaires stratégiques, tels que :

- Des organisations régionales : Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO), Organisme international régional de santé agricole (OIRSA), Conseil agricole d'Amérique Centrale (CAC) et autres.
- Des organisations du continent africain : Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Réseau mondial des jeunes pour une agriculture intelligente face au climat, et autres.
- Des organisations du secteur privé à niveau mondial : PepsiCo, 14AL, Producers' Trust, et autres.
- Des organismes non gouvernementaux internationaux : Vision Mondiale, Solidarité, etc.

- Des entités de recherche du secteur universitaire : Institut des Études sur la prospérité rurale (ISGP), Institut supérieur technologique Crecermas (ISTEC), Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de l'État d'Ohio (OSU-CVM), Institut Barcelona d'Études internationales (IBEI), Université nationale de Lomas de Zamora (UNLZ), Université polytechnique de l'État du Carchi (UPEC), Société de développement technologique de l'Université de Santiago du Chili (SDT-USACH), Université Complutense de Madrid (UCM), Université technologique Equinoxiale (UTE), etc.

L'Institut fait partie de plusieurs groupes à travers lesquels des propositions techniques ont été proposées à la suite d'appels internationaux et régionaux. Citons, parmi ces institutions avec lesquelles ces initiatives ont été réalisées, l'Université nationale de Séoul, Euro-Funding, la Banque de développement de l'Équateur, AgriCord, le Centre international de la pomme de terre (CIP), IAK Agrar Consulting et Willis Towers Watson (auparavant Acclimatise).

Par ailleurs, les accords signés avec l'IBEI, un des principaux centres européens de formation en politique, et avec la Société de développement technologique de l'Université de Santiago du Chili, ont permis d'organiser les stages de jeunes des universités espagnoles dans divers bureaux de l'IICA. En outre, un soutien important a été apporté à la diffusion et à la promotion de la Maîtrise en agriculture numérique de l'Université de Cordoue (UCO), qui formera des spécialistes d'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC).

Le Bureau permanent en Europe a développé des stratégies de mise en relation avec les équipes de haut niveau du ministère des Relations extérieures, de l'Union Européenne et de la coopération, ainsi qu'avec différentes agences de coopération européennes, comme la Société allemande de coopération internationale (GIZ) et l'Agence française du développement (AFD). Par ailleurs, 14 notes de synthèse ont été élaborées pour être présentées à l'Union Européenne en vue d'un possible financement dans le cadre de la programmation 2021-2027.

L'IICA a entretenu des dialogues de haut niveau avec des membres du Corps diplomatique accrédité au Costa Rica et avec des membres du Groupe de pays d'Amérique Latine et des Caraïbes (GRULAC) pour débattre des activités de l'Institut liées aux réunions de ses organes de direction et concernant les thèmes d'intérêt de préparation au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

Les relations avec des institutions de la banque multilatérale se sont consolidées, grâce à des rencontres avec des représentants et chefs de programmes continentaux de la Banque Mondiale, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque de développement de l'Amérique Latine, entre autres, auprès desquelles des programmes potentiels de travail commun dans les pays membres de l'IICA ont été identifiés, qui visent tout particulièrement à encourager la reprise pendant la période de l'après-pandémie de COVID-19.

Dans le contexte de la mise en œuvre du nouveau modèle d'affaires de l'Institut, la Direction des projets a été créée ; il s'agit de la nouvelle unité responsable d'assister, de conseiller et de renforcer les capacités techniques nationales des 34 représentations de l'IICA dans ses pays membres, ainsi que d'articuler et coordonner toutes les équipes de l'Institut dans la préparation et la négociation de projets qui visent à mobiliser des ressources extérieures par la mise en place du modèle de coopération technique conçu par le Plan à moyen terme (PMT) pour les années 2022-2026.

Dans le cadre du processus de modernisation institutionnelle et devant les nouveaux défis en matière de gestion de projets, un noyau critique de spécialistes en négociation et mise au point de projet a été consolidé au niveau continental, qui a permis d'obtenir la pérennité financière de l'IICA, au sein du nouveau modèle d'affaires. En outre les plateformes et les systèmes extérieurs ont été actualisés pour gérer la réponse aux appels d'offres, ainsi que les outils numériques et les applications institutionnelles en vue de mobiliser les ressources extérieures et le tableau des appels d'offres.

Gouvernance et réunions officielles

Conseil interaméricain de l'agriculture

Les 1 et 2 septembre 2021 a eu lieu la Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques 2021 – Vingt-et-unième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'Agriculture (le Conseil), tenue virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, au Costa Rica. La réunion a été présidée par Madame Tereza Cristina Corrêa da Costa Dias, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement du Brésil.

Les principaux accords suivants ont été dégagés lors de cette réunion :

- *Politique institutionnelle et services de coopération technique*

Le Conseil a exprimé son plein appui aux messages généraux présentés par l'Institut au Sommet sur les systèmes alimentaires 2021, comme une vision stratégique et constructive de la transformation des systèmes agroalimentaires des Amériques dans le but de renforcer la contribution de l'agriculture continentale à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, à partir des principes suivants : a) reconnaître le rôle crucial que jouent les agriculteurs dans ce domaine, b) inclure la recherche de solutions pour le changement, sur la base des priorités des pays, et c) promouvoir la création de partenariats et coalitions avec tous les secteurs productifs.

Le Conseil a accueilli favorablement le rapport sur les “Perspectives de l'Agriculture et du développement rural dans les Amériques : un regard porté sur l'Amérique Latine et les Caraïbes”, préparé en commun par l'IICA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), et qui met l'accent sur le rôle essentiel que jouent les systèmes agroalimentaires pour la transformation rurale et agricole de l'Amérique Latine et des Caraïbes, ainsi que les actions que demande une telle transformation pendant la période de reprise après la pandémie de COVID-19.

Le Conseil a également reconnu la contribution des femmes des Amériques au développement agricole et rural. Il a aussi soutenu les conclusions du Premier forum des ministres et vice-ministres de l'Agriculture des Amériques et chargé le Directeur général d'institutionnaliser un espace de dialogue avec les ministres, les vice-ministres et autres fonctionnaires de haut niveau du secteur public, ainsi qu'avec des représentantes des femmes rurales de toutes les ethnies des États membres de l'Institut, afin de rendre visible la participation des femmes rurales et de proposer des politiques dans une perspective d'égalité entre les hommes et les femmes susceptibles de réduire les écarts entre les sexes et de favoriser leur participation et leur inclusion dans le développement rural, dans des conditions d'égalité.

Les ministres se sont également penchés sur les problèmes causés par l'apparition de la peste porcine africaine (PPA) dans certains pays membres, et ont reconnu qu'il était nécessaire de mettre en œuvre des actions et de prendre des initiatives nationales, régionales et continentales pour prévenir et lutter contre la PPA, d'une manière coordonnée et complémentaire. Le Conseil a prié le directeur général de l'IICA de soutenir la mise au point et l'exécution de projets et d'actions en vue d'éradiquer les foyers et de prévenir et endiguer la propagation du virus.

Concernant le séisme du 14 août 2021 en Haïti, le Conseil encourage les pays membres de l'Institut à engager, dans la mesure de leurs possibilités, des contributions techniques et financières pour soutenir ce pays, notamment tout ce qui peut garantir sa sécurité ; il prie le directeur général de collaborer avec ses partenaires stratégiques à la prestation de services de coopération technique et à la coordination de l'assistance nécessaire pour réparer les dommages causés au secteur agricole et rural haïtien, en particulier pour soutenir les petits producteurs en leur fournissant des semences et des moyens de production, avant la saison imminente des semailles du maïs et du haricot.

- *Questions relatives au budget et aux finances*

Le Conseil a approuvé l'allocation globale des revenus du fonds ordinaire du Programme-budget 2022-2023 de l'IICA. En outre, il a remercié les États membres pour les efforts consentis afin de verser à l'Institut leurs quotes-parts annuelles en temps opportun au milieu de la pandémie de COVID-19, et approuvé les états financiers de l'IICA pour 2019 et 2020, ainsi que les rapports des commissaires aux comptes extérieurs qui témoignent de sa bonne administration.

- *Normes, procédures et autres*

Le Conseil a approuvé le nouveau statut de la Commission interaméricaine de l'agriculture biologique (CIAB), qui permettra de consolider cette activité stratégique pour le secteur.

- *Questions relatives aux organes de direction*

Le Conseil a réélu le Dr Manuel Otero au poste de directeur général de l'IICA pour la période allant de 2022 à 2026 et s'est félicité des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Vingtième réunion ordinaire du Conseil et des Quarantième et Quarante-et-unième réunions ordinaires du Comité exécutif. Par ailleurs, il a chargé le directeur général d'élaborer, en consultation avec les États membres, le PMT de l'Institut pour la période 2022-2026 et autorisé le Comité exécutif à l'adopter.

Comité exécutif⁸

Les 28 et 29 juin 2021 s'est tenue la Quarante-et-unième réunion ordinaire du Comité exécutif, virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, au Costa Rica. La réunion était présidée par Monsieur Moisés Santiago Bertoní, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage du Paraguay.

Les accords dégagés sont les suivants :

- *Politique institutionnelle et services de coopération technique*

Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport de gestion de la période 2018-2021, et confirmé son soutien au renforcement technique, administratif et financier de l'Institut, afin que ce dernier ait les moyens appropriés d'accomplir ses mandats et poursuivre son appui au processus de transformation institutionnelle mené par le directeur général, en faveur de l'agriculture continentale.

Le Comité exécutif a également exprimé son plein appui à l'IICA pour les efforts déployés en vue de la participation des pays des Amériques au processus de préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 ; il a manifesté aussi son soutien total d'une position commune sur l'importance de l'agriculture continentale, et de ses producteurs en particulier, pour la transformation des systèmes alimentaires.

- *Questions relatives au budget et aux finances*

Le Comité exécutif a recommandé au Conseil d'approuver l'allocation globale des ressources du fonds ordinaire pour la période biennale 2022-2023. Il a, en outre, accueilli favorablement les états financiers de l'Institut pour l'année 2020 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes, qui témoignent d'une bonne gestion des ressources financières, en particulier pendant la situation difficile que l'IICA et ses pays membres traversent en raison de la pandémie de COVID-19.

- *Partenariats avec des organismes internationaux*

Le Comité exécutif a reçu le rapport du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) pour la période biennale 2019-2020 et le rapport de l'Institut caribéen de recherche et de développement agricole (CARDI) pour la période biennale 2019-2020.

⁸ Le Comité réunissait les États membres suivants : Argentine, Bolivie, Équateur, États-Unis, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay et Surinam.

- *Questions relatives aux organes de direction*

Le Comité exécutif a accueilli favorablement le rapport de la CIAB pour la période 2020-2021 et chargé le directeur général de l'Institut de saisir le Conseil de la proposition de modifications du statut de la CIAB.

Réunions officielles tenues en 2021

Nom officiel	Date	Lieu	Lieu et date de publication du rapport ou mémoire de la réunion
Première réunion extraordinaire de 2021 de la Commission consultative spéciale pour les questions de gestion (CCSQG)	15 mars 2021	Virtuellement au Siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 17 mai 2021
Réunion ordinaire de 2021 de la Commission consultative spéciale pour les questions de gestion (CCSQG)	22 avril 2021	Virtuellement au Siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 31 mai 2021
Quarante-et-unième réunion ordinaire du Comité exécutif	28-29 juin 2021	Virtuellement au Siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 22 octobre 2021
Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques 2021 – Vingt-et-unième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil)	1-2 septembre 2021	Virtuellement au Siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 15 février 2022

Principaux résultats de la gestion institutionnelle

Gestion stratégique et structure organisationnelle

L'Institut a progressé dans la mise en marche du modèle d'affaires devant les futurs processus de planification institutionnelle 2022-2026, et accompli plus de 80 % des objectifs prévus.

Les principaux efforts ont porté sur :



- Le design du nouvel observatoire des politiques publiques à partir du *benchmarking* des initiatives similaires.
- L'exercice pilote réalisé avec plusieurs bureaux de l'IICA, comme ceux du Mexique, de la Bolivie, du Brésil et de l'Argentine, pour identifier les demandes, l'offre et les projets de coopération technique au plus fort impact.
- L'évaluation des capacités institutionnelles internes en matière de projets de coopération pour le développement.
- Le programme de reconnaissance du rendement du personnel sur la base de la mise au point d'indicateurs stratégiques.
- La formation avec Microsoft de plus de 300 fonctionnaires sur l'utilisation de la plateforme Teams pour un travail collaboratif.
- Le programme de formation et de certification technique des fonctionnaires clés des thèmes concernant la négociation efficace, l'innovation et le leadership.
- Deux réseaux techniques : les Musacées-*Fusarium Oxysporum* Race 4 Tropicale (FOC R4T) et le réseau de ressources en eau.
- La solidité de l'architecture financière à partir de meilleurs investissements des ressources, de la réduction du coût des services et de la création de propositions de nouvelles formes de financement.
- Le système de suivi des six stratégies du modèle d'affaires.

Dans le cadre de la modernisation de la gestion de l'Institut, un nouveau modèle de gouvernance a été étudié pour chercher, à partir d'équipes en réseau et de nouvelles orientations, à transformer l'IICA en une organisation double (fonctionnelle et à projets) qui puisse renforcer le travail commun et la meilleure utilisation possible de l'intelligence collective pour offrir des services de coopération technique.

Le passage d'une culture de la hiérarchie vers une culture des processus visant la décentralisation, l'efficacité et l'efficience, a été encouragé pour parvenir à réduire de manière significative, les temps et les étapes de la réalisation des tâches quotidiennes, tout en optimisant les ressources pour offrir un service d'excellence. C'est ainsi que nous sommes parvenus à :

- Optimiser 88% des processus inclus dans les macroprocessus institutionnels, qui ont été alignés sur le modèle d'affaires de l'Institut et ajustés aux changements apportés au cours de ces dernières années.
- Mettre en œuvre le module d'achats et de gestion électronique des documents (GED) du système intégré de gestion (SIG), sur la base de l'expérience du Bureau de l'IICA au Brésil, qui s'est adapté de façon à opérer dans une approche de multi-entreprises et de multi-monnaie. Des changements substantiels ont également été apportés au Manuel d'acquisition de biens et d'engagement de services.
- Automatiser et optimiser les principales procédures administratives en diminuant les coûts, et en les ajustant aux meilleures pratiques, afin de garantir l'efficacité, la transparence et la traçabilité de l'information. Au siège, trois procédures administratives ont été conçues et automatisées au bureau du Costa Rica et, dans les bureaux du Mexique et du Guatemala les procédures, associées à la gestion de projets financés à l'aide de ressources extérieures, ont été optimisées.
- Lancer les *pools* administratifs au siège, ce qui a permis une meilleure utilisation de la capacité installée pour prendre en charge les démarches administratives.

Concernant les processus d'accréditation au Fonds vert pour le climat (FVC), les différentes unités de l'Institut ont apporté une réponse dynamique en matière de planification, de suivi, d'évaluation, de gestion du savoir, de gestion des risques institutionnels, des finances et de l'administration, entre autres domaines, qui ont facilité l'accréditation en question.

Pendant la préparation de l'accréditation au FVC et de la mise au point de nouvelles normes de travail, l'IICA a développé son système de gestion des risques institutionnels et de projets, à partir de trois éléments : un modèle institutionnel de risques, un guide des risques et un processus de décentralisation pour la gestion des risques. Un exercice pilote a été organisé dans sept bureaux, qui ont été en mesure d'élaborer leurs propres modèles de risques. En outre, une formation a été donnée à plus de 100 fonctionnaires de haut niveau du ministère du Développement rural et des Terres de Bolivie.

Suivi et évaluation

En 2021 le mandat institutionnel en matière de suivi et d'évaluation a permis d'actualiser et de publier la Politique institutionnelle d'évaluation, qui oriente et règlemente tous les processus de l'Institut en la matière. Pour ce qui est du suivi, plusieurs rapports d'administration ont été élaborés pour l'équipe de direction, ainsi que des rapports périodiques sur les opérations, et plus de 60 tableaux d'intelligence

des affaires, qui peuvent être consultés en temps réel. Ces tableaux ont été l'une des principales sources d'information pour des instances comme le Programme d'accélération et de mobilisation de ressources extérieures (PACE), qui s'est avéré essentiel pour la définition, le suivi et la poursuite des objectifs d'exécution des ressources, car il a fourni des renseignements permanents sur la tendance institutionnelle dans ce domaine, à partir desquels il est possible de prendre, en temps opportun, des mesures correctrices. Outre les efforts de génération d'instruments de prise de décision, un guide a été élaboré pour l'élaboration des résultats et des indicateurs, ainsi qu'un indice d'évaluation de la capacité technique des bureaux et un glossaire des concepts de gestion institutionnelle.

Pour appuyer la coopération technique, l'IICA a dirigé un processus de planification stratégique de l'Institut du café du Honduras (IHCAFE), qui a achevé un plan stratégique, transmis ensuite à ses autorités. Nous avons, de même, collaboré avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) du Costa Rica à la définition d'un cadre stratégique, orienté vers l'obtention de résultats. De ces deux expériences l'Institut a tiré des enseignements pour concevoir une nouvelle façon de planifier.

Dans l'idée de promouvoir l'IICA en tant qu'organisation d'apprentissage, les processus de capitalisation d'expériences et d'autoévaluation ont été renforcés, et les unités de l'institution ont ainsi été en mesure d'évaluer les résultats obtenus dans 109 initiatives de coopération. Un cours complet a été mis au point sur la méthodologie de capitalisation des expériences conçue par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre technique pour la coopération agricole et rurale (CTA), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Institut, auquel ont participé des chercheurs de l'Institut national d'innovation agricole (INIA) du Pérou, ainsi que les coordinateurs des actions du projet de gestion du savoir, pour l'adaptation de l'agriculture familiale aux changements climatiques (INNOVA), financé par le FIDA en Mésio-Amérique.

Budget et finances

Les démarches réalisées et le soutien des États membres ont permis de recouvrer la somme de 31,75 millions de dollars américains au titre des quotes-parts, ce qui a permis de financer le budget annuel des quotes-parts et de récupérer 13% des arriérés. Priorité a été accordée au maintien du flux de trésorerie, et les investissements de fonds ont été diversifiés, afin de consolider les finances institutionnelles.

Pour la troisième année consécutive, les commissaires aux comptes ont produit un rapport positif et sans réserve des états financiers institutionnels, dans lequel ils indiquent que les ressources financières ont été gérées raisonnablement et de manière transparente.

Le programme-budget de l'IICA sera exécuté en étroite relation avec le modèle de gestion et d'orientation thématique prévu par le PMT pour la période 2018-2022, ainsi que par le nouveau modèle d'affaires. Il a été ainsi possible de consolider la capacité de

réponse et la souplesse des actions de l'institution visant à réagir aux priorités de la coopération technique, orientées vers l'obtention de résultats, le renforcement des partenariats stratégiques et l'application de critères de qualité, en vue de l'efficacité, la rationalité, l'équité, la transparence et la responsabilisation.

Dans le cadre de la stratégie institutionnelle orientée vers la rationalité et l'austérité dans l'utilisation des ressources, un plan de réagencement des processus visant l'amélioration a été mis en œuvre, afin d'amortir l'effet de l'augmentation des prix, en utilisant les capacités institutionnelles et en suscitant des économies d'échelle. La viabilité financière a également été encouragée, ce qui a produit des effets multiplicateurs des dépenses à faible coût et fort impact. Pour gérer au mieux le budget, on a promu une meilleure administration des liquidités, et réussi à produire une épargne de plus de 8 millions de dollars américains du budget de 2020 grâce à une utilisation plus efficace des allocations budgétaires destinées aux activités de coopération technique et à une utilisation intensive des technologies de l'information et de la communication. En outre, le parc automobile a été réduit ainsi que les paiements des primes d'assurances (de 5,18% en moyenne), ce qui représente une économie de 110 000 USD pour l'Institut, et des contrats de biens et services ont été renégociés.

On a amorcé le développement d'un système de coûts pour les initiatives de coopération technique, afin d'offrir un cadre d'orientation des investissements et des coûts assortis. Par ailleurs, les actions de coopération ont augmenté grâce à l'exécution de projets financés à l'aide de ressources extérieures, appuyés sur des instruments juridiques souscrits avec des partenaires et homologues. Le processus de programmation a été restructuré, dans le cadre des actions de soutien administratif, en vue de l'approbation de ces initiatives, et grâce auquel il a été possible de réduire les temps de réponse de 45 à 2 jours.

Le processus d'évaluation des piliers 7, 8 et 9 de l'Union Européenne a été coordonné, et il a été prouvé que l'IICA respecte les normes internationales requises pour l'accréditation de la Commission européenne.

Talent humain

Un nouveau programme de reconnaissance institutionnelle a été relancé. Il a été conçu à partir des indicateurs stratégiques de l'Institut, des objectifs du PMT et de la mise en œuvre d'objectifs définis au préalable, tout en favorisant une culture d'apprentissage et d'amélioration continue alignée sur les plans de chacune des équipes de travail.

Par ailleurs, des efforts ont été consentis en matière de formation en leadership conscient et en négociation efficace de projets, qui ont permis de certifier respectivement 34 et 20 fonctionnaires de l'IICA.

Une autre action considérable, menée deux fois par an, a été l'enquête sur le climat et sur la culture organisationnelle "Tu voz", à laquelle, en 2021, ont participé 90% des

fonctionnaires, soit une augmentation de plus de 7%, et qui a permis de constater une amélioration notable des résultats par rapport à l'enquête de 2019.

En matière de réingénierie, on a terminé la restructuration de 12 représentations : aux Bahamas, à Sainte-Lucie, en République Dominicaine, en El Salvador, au Nicaragua, au Paraguay, aux États-Unis, au Panama, au Mexique, au Pérou, au Brésil et en Uruguay. Une analyse salariale en rapport avec l'inflation a été réalisée, sur la base de laquelle ont été mis au point les reclassements du salaire du personnel local et du personnel professionnel international travaillant dans les 35 bureaux de l'IICA dans les pays. À partir de la stratégie de travail à domicile et souple, mise en place pour protéger le personnel de la pandémie de COVID-19, il a été possible d'élaborer le guide du télétravail pour l'IICA au Costa Rica, une référence utile pour les autres représentations dans les pays membres.

Services et technologies de l'information et de la communication

Malgré les difficultés de communication présentielle dues à la pandémie de COVID-19, l'Institut a réussi à mieux rester connecté grâce à l'utilisation intensive de la plateforme Teams et à l'organisation de plus de 350 événements virtuels sur la plateforme Zoom, y compris des réunions du Conseil et du Comité exécutif, des rencontres bilatérales avec des organismes internationaux et plus de 100 manifestations ouvertes au public transmises par les réseaux sociaux.

L'IICA a mis au point des solutions numériques propres pour les modules de divers systèmes d'information : la gestion électronique des documents, les achats, les recrutements, les risques, la gestion des ressources extérieures, le rendement et le mentorat du talent humain. Les plateformes du courriel ont été consolidées grâce à la migration vers Office 365, ainsi que les services sur le nuage et les serveurs physiques du siège ; les normes de gestion des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de protection des données ont été mises à jour.

On a travaillé également à des mises à jour numériques d'intérêt pour les gouvernements. On a, par exemple, collaboré à la mise au point d'une application mobile pour accéder aux informations de politique extérieure, propres au ministère des Relations extérieures du Costa Rica. Nous avons coopéré à l'élaboration d'un plan pilote des stations météorologiques dans lesquelles s'appliquent l'Internet des objets et l'exploitation de drones dans des fermes expérimentales du projet AGROINNOVA, ainsi que de l'Atlas de l'agriculture des Amériques et de l'application AgiextApp, intéressant les 34 États membres.

Les actions suivantes ont été réalisées en partenariat avec des centres prestigieux universitaires et de recherche :

- Mise en œuvre du Programme de l'Internet des objets, avec l'Université CENFOTEC, du Costa Rica.

- Lancement du Programme de maîtrise en agriculture numérique, avec l'Université de Cordoue (Espagne).
- Réalisation des *hackatones NI Challenge 2021- La hora de la broca* et Genre et jeunesse.
- Réunion du forum continental "Réduction de la fracture numérique dans les zones rurales de l'Amérique Latine et des Caraïbes : vers une révolution agricole numérique".
- Organisation de l'atelier "Un élevage durable grâce aux outils numériques et à l'intelligence artificielle en Uruguay".
- Organisation du séminaire sur l'intelligence artificielle en agriculture.
- Conception d'une application mobile pour accéder aux informations de politique étrangère du ministère des Affaires étrangères du Costa Rica.

Dans le cadre du programme de l'"IICA aux portes ouvertes", grâce auquel on tente de rapprocher l'Institut des communautés rurales, de contribuer à la conservation de la biodiversité urbaine en restaurant les écosystèmes et l'habitat naturel, et de mettre en évidence les capacités d'innovation de l'IICA, les installations du Fab-lab et de la Maison rurale type ont été rénovées et la Forêt de la fraternité IICA-CATIE et le Centre d'interprétation de l'agriculture de l'avenir (CIMAG) ont été inaugurés. Ce dernier a bénéficié de nouvelles contributions de Microsoft, Lego Robótica et Bayer, pour une valeur de plus de 160 000 dollars américains.

Lors de la préparation de la réunion du Conseil du mois d'octobre, le salon et le bâtiment principal du siège ont été rénovés. En décembre, les travaux de la Place de l'agriculture des Amériques ont commencé. Cette Place a été déclarée d'intérêt public par le gouvernement du Costa Rica (décret exécutif numéro 41917-RE-MAG du 8 août 2019) et d'intérêt cantonal par la municipalité de Vásquez de Coronado.

Le système intégré de gestion (SIG) et le système des voyages ont été mis en œuvre : ils permettent d'améliorer l'efficacité administrative. Il a, en outre, été possible de réduire à une moyenne de deux jours le temps de réponse pour la prise en charge et la gestion des contrats.

Le Manuel pour l'acquisition de biens et le recrutement de services, amplement révisé par les administrateurs et chargés d'achats, a été mis à jour, dans le cadre du processus visant à respecter les piliers 7 (exclusion de l'accès au financement) et 8 (publication d'information sur les bénéficiaires) de l'Union Européenne.

Annexes

Annexe 1

Initiatives de préinvestissements en 2021

Date de début	Titre	Pays siège	Montant alloué (USD)
2020	Élaboration d'une proposition pour le processus d'approbation simplifié du Fonds vert pour le climat à Saint-Christophe-et-Niévès	Saint-Christophe-et-Niévès	10 590
Total des ressources IICA investies : 10 590 USD			

Source : Direction des services institutionnels/GPME.

Annexe 2

Nouveaux partenaires et alliés de l'IICA dans le programme de développement agricole et rural 2021

Pays	Organisations
Antigua-et-Barbuda	Australia Direct Aid Program (DAP), Caribbean Biodiversity Fund (CBF), The Global Environmental Fund (GEF)
Argentine	Union Européenne, Collège des nutritionnistes de Buenos Aires, Cascos Blancos,
Bahamas	Tourism Development Corporation, The Bahamas Agricultural Corporation, The Global Environmental Fund (GEF)
Barbade	West Indies Rum and Spirits Producer's Association, UNWTO, Union Européenne
Bélize	Caribbean Community Climate Change Center, OIE, Union Européenne, Canadian Fund for Local Initiatives
Bolivie	ENDEV Global, Institut de recherche pour le développement de France, Centre international de la pomme de terre, FIDA, AGRITERRA, Swisscontact, Université Tupak Katari
Canada	Canada National Agriculture and Food Museum, Université Laval, Dimitra, Forum for International Trade Training
Chili	Entreprise privée PLANTEC, Entreprise de développement
Colombie	Fédération nationale de producteurs de céréales, de légumineuses et de soja, BAYER, Sustainable Agriculture Network, ROOT Capital, Université technologique de Pereira
Costa Rica	Union Européenne, Organisation internationale des migrations, Conseil agricole d'Amérique centrale
Dominique	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Équateur	CIP, Euroclima, Proamazonia, FIEDS, STEA
El Salvador	Ministère du Commerce et des Investissements, École nationale d'agriculture
Grenade	Grenada Tourism Authority
Guatemala	RIKOLTO
Guyana	Banque interaméricaine de développement, Rotary Club of Georgetown, Guyana Rice Development Board, FAO, CARICOM
Jamaïque	Banque interaméricaine de développement, Ohio State University, Compost Council of Canada
Nicaragua	Agence internationale de développement
Panama	Corporación Andina de Fomento
Paraguay	ITAIKU, Agence internationale de coopération de Corée, Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)
Pérou	Union Européenne, GIZ, AECID, Texas Tech
République Dominicaine	Institut dominicain du café
Saint-Christophe-et-Niévès	New Zealand High Commission
Sainte-Lucie	GEF, UNDP, Arizona State University
Surinam	FAO
Trinité-et-Tobago	TCF-IDB Lab Maps, Caribbean Biodiversity Fund, IAMovement
États-Unis	Bunge, Global Dairy Partnership, International Maize Alliance, North American Export Grain, US Soybean Export Council, US Grain Council
Uruguay	Banque interaméricaine de développement, Banque de développement FONPLATA, Agence de promotion des investissements Uruguay XXI, Fédération uruguayenne des groupes CREA
Venezuela	Université centrale du Venezuela, Fundación Servicio para el Agricultor

Annexe 3

Principaux produits du savoir de l'IICA

<p>Campus virtuel de l'IICA https://elearning.iica.int/</p>	<p>Une plateforme consolidée de formation en ligne qui offre 62 cours et grâce à laquelle 113 012 personnes ont été formées depuis 2018.</p>
<p>Alliance des services d'information agricole - SIDALC http://ww.sidalc.net</p>	<p>La plateforme de l'Alliance SIDALC a amorcé un processus de modernisation et de transformation afin d'en améliorer la mise à jour et la consultation. 179 institutions et 2 274 730 usagers ont visité la plateforme et eu accès à 11 042 171 pages en 2021. Les échanges d'articles scientifiques ont atteint le nombre de 15 370, pour une mobilisation de ressources du savoir d'une valeur de plus de 768 000 USD.</p>
<p>AgriPerfiles http://agriperfiles.agri-d.net/</p>	<p>Contient 15 561 profils de professionnels spécialistes en agriculture et vie rurale. On a compté 48 111 visites d'utilisateurs, qui ont consulté 318 628 pages.</p>
<p>Système intégré pour la gestion des bibliothèques http://biblioteca.iica.int</p>	<p>Le système intégré des bibliothèques de l'IICA et du CATIE (http://biblioteca.iica.int/) enregistre 147 061 ressources documentaires physiques et numériques des deux institutions. En 2021, 12 814 utilisateurs ont consulté 90 894 pages.</p>
<p>Répertoire institutionnel https://repositorio.iica.int/</p>	<p>Dispose de 19 091 ressources documentaires numériques, soit une augmentation de 131% et 40% par rapport à 2019 et 2020, respectivement. Les ressources disponibles comptent 721 éléments audiovisuels, dont 313 correspondent à programmes de AgroEnlace, 209 vidéos, forums virtuels et séminaires web. Il est, en outre, possible d'accéder aux rapports annuels de l'Institut depuis 1943 et aux rapports pays 2020. En 2021, on comptait un total de 3 672 876 utilisateurs.</p>
<p>Bases de données scientifiques https://acceso.biblioteca.iica.int/</p>	<p>Cette plateforme facilite l'accès à des bases de données internationales précieuses dans le domaine de la recherche et du développement. En 2021 les investissements se sont élevés à 42 000 USD, soit une économie pour l'IICA et le CATIE dépassant les 900 000 USD.</p>
<p>Initiatives de coopération technique http://apps.iica.int/dashboardproyectos/</p>	<p>Offre des informations sur 141 initiatives de coopération technique en cours et sur plus de 400 dans les archives historiques.</p>

Exemples de publications récentes :



[La digitalización de la agricultura como determinante para la transformación de los sistemas alimentarios: una perspectiva desde las Américas](#)



[Habilidades digitales en la ruralidad: un imperativo para reducir brechas en AL y el Caribe](#)



[Perspectivas de la agricultura y del desarrollo rural en las Américas: una mirada hacia América Latina y el Caribe 2021-2022](#)



[Mujeres, jóvenes y la transformación del sistema agroalimentario](#)

Source : Centre des services de gestion du savoir et de la coopération horizontale.

Acronymes

AECID	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
AF	Agriculture familiale
ALA	Association latinoaméricaine d'aviculture
ALADI	Association latinoaméricaine d'intégration
ALC	Amérique Latine et Caraïbes
ATER	Assistance technique et vulgarisation rurale
BID	Banque interaméricaine de développement
CAC	Conseil agricole centraméricain
CAN	Communauté andine
CARICOM	Communauté caribéenne
CAS	Conseil agricole du Sud
CATIE	Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement
CCCCC	Centre de changement climatique de la communauté caribéenne
CCLAC	Comité coordinateur FAO/OMS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CCSQG	Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (IICA)
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CIAB	Commission interaméricaine de l'agriculture biologique
CIP	Centre international de la pomme de terre
CIPP	Convention internationale de protection phytosanitaire
CM12	Douzième conférence ministérielle
COOP	Coopérative des Amériques
COPROFAM	Confédération des organisations de petits producteurs du Mercosur élargi
COSAVE	Comité de santé végétale du Cône Sud
COVID-19	Maladie due au coronavirus 2019
CRIA	Programme de consortiums régionaux de recherche agricole
CVP	Comité vétérinaire permanent du Cône Sud
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAS	Service agricole de l'extérieur (USA)
FECAGRO	Fédération centraméricaine des chambres agricoles et agroindustrielles
FECALAC	Fédération centraméricaine des produits laitiers
FEM	Fonds mondial pour l'environnement
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIEDS	Fonds italo-équatorien pour le développement durable
FGAR	Comité directeur du Forum mondial sur la recherche et l'innovation agricole
FOC R47	Fusarium Oxysporum Race 4 Tropical
FONTAGRO	Fonds régional de technologie agricole
FORAGRO	Forum des Amériques pour la recherche et le développement technologique agricole

FSMA	Loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments des USA
FVC	Fonds vert pour le climat
GIZ	Société allemande de coopération internationale
GPME	Direction de planification, de suivi et d'évaluation (IICA)
HLB	<i>Huanglongbing</i>
IBEI	Institut Barcelone d'études internationales
IFP	Intelligence phytosanitaire prospective
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
INIA	Institut national d'innovation agricole du Pérou
INNOVA-AF	Projet de gestion du savoir pour l'adaptation de l'agriculture familiale aux changements climatiques
KJWA	Programme de travail commun de Koronivia
Le Conseil	Conseil interaméricain de l'agriculture
LMR	Limites maximales de résidus
MAG	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
MERCOSUR	Marché commun du Sud
MSP	Mesures sanitaires et phytosanitaires
NDC	Contributions déterminées au niveau national
OEA	Organisation des États américains
OIC	Organisation internationale du café
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OIMA	Organisation de l'information sur les marchés des Amériques
OIRSA	Organisme international régional de santé agricole
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONPV	Organisations nationales de protection des végétaux
PAD	Agriculture de précision pour le développement
PCUA	Pesticides chimiques d'usage agricole
PMT	Plan à moyen terme (IICA)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Peste porcine africaine
PROCAGICA	Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café
PROCINORTE	Programme coopératif de recherche et de technologie pour la région Nord
PROCISUR	Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud
PROMECAFE	Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture
RAM	Résistance antimicrobienne
REAF	Réseau spécialisé en agriculture familiale du Mercosur
RELASER	Réseau latinoaméricain de services de vulgarisation rurale
RTCA	Règlements techniques centraméricains
SADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Mexique)
SAIA	Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments
SECAC	Secrétariat du Conseil agricole centraméricain
SENAVE	Service national de qualité et de sécurité sanitaire des végétaux et des semences

SICA	Systeme de l'integration centramericaine
SIECA	Secrétariat de l'integration économique centramericaine
TAP	Plateforme de l'agriculture tropicale
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union Européenne
UNOSSC	Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis
WCR	Recherche mondiale sur le café

Publié en mars 2022
www.ica.int

(FS)